

l'Anticapitaliste

n°314 | 3 décembre 2015 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

État d'urgence, État policier



ON NE NOUS EMPÊCHERA PAS DE MANIFESTER !

Dossier

NOVEMBRE-
DÉCEMBRE 1995

Pages 6 et 7

ÉDITO

Le chaos du monde capitaliste
a rendez-vous à Paris

Page 2

PREMIER PLAN

COP21: la justice climatique
vue du ciel

Page 2



ACTU INTERNATIONALE

Tunisie: «une expérience
dérangeante pour Daesh»

Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien sur la situation
à Saint-Denis après les attentats

Page 12



édito

Par YVAN LEMAITRE

Le chaos du monde capitaliste a rendez-vous à Paris

Deux semaines après les attentats du 13 novembre, au côté du secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, devant 150 chefs d'État rassemblés dans l'enceinte du Parc des expositions du Bourget transformé en véritable forteresse, Hollande a ouvert en grande pompe ce qui devait être son heure de gloire: la grand-messe de la COP21. Après une minute de silence en mémoire des victimes des attentats du 13 novembre, Hollande a prétendu faire de la lutte contre le terrorisme et contre le réchauffement climatique « deux grands défis mondiaux que nous devons relever ». « Nous devons laisser à nos enfants davantage qu'un monde libéré de la terreur, une planète libérée des catastrophes, viable. » « Ces événements tragiques nous affligent. Mais en même temps, ils nous obligent. Ils nous forcent à nous concentrer sur l'essentiel. Votre présence soulève un immense espoir que nous n'avons pas le droit de décevoir. »

Mais tout le monde sait déjà que la montagne accouchera d'une souris. « Pour résoudre la crise climatique, les bons sentiments, les déclarations d'intention ne suffiront pas. Nous sommes au bord d'un point de rupture. Paris doit être le départ d'une profonde mutation. » Oui, mais cette « mutation » devra être tellement profonde et radicale qu'elle ne pourra se faire que contre ces dirigeants et leur système.

La barbarie du terrorisme et de la guerre, la crise climatique, sont bien l'expression de la crise globale du capitalisme qui sacrifie les hommes comme la nature à la folie de la course aux profits, aux rivalités et à la concurrence pour dominer le monde et s'approprier les richesses. Hollande et ses deux acolytes, Cazeneuve et Valls, le triumvirat socialiste, qui veulent entraîner le pays dans leur fuite en avant sécuritaire et militariste, sont bien à l'image de ce monde capitaliste, hors contrôle et bien incapables d'apporter la moindre réponse à la crise globale provoquée par la politique des classes dominantes. La grandiloquence ridicule de Hollande n'est qu'un masque sur le visage sinistre de l'état d'exception, celui d'un régime qui tente de se sauver en muselant la société, en alimentant la propagande de ceux qu'il prétend combattre, tant le FN que les terroristes djihadistes. En finir avec ce chaos sera l'œuvre des travailleurs et des peuples prenant leurs affaires en main.

BIEN DIT

Notre meilleure arme face aux terroristes et aux désordres du monde c'est de nous réunir, nous parler, nous rassembler et manifester nos opinions. Voilà ce que Daesh et d'autres veulent interdire. Voilà ce que nous défendons. Nous déclarons que nous avons manifesté ou que nous manifesterons pendant l'état d'urgence. Nous affirmons notre solidarité avec les 58 personnes poursuivies. Nous exigeons la levée immédiate de toute poursuite à leur égard ainsi que pour toutes celles et ceux qui seraient poursuivies pour le même motif. Nous refusons toute criminalisation des mouvements sociaux. Nous exigeons la levée des interdictions de manifester.

Extrait de l'Appel des 58 : « Nous manifesterons pendant l'état d'urgence », à l'initiative de NOËL MAMÈRE, JEAN-BAPTISTE EYRAUD et OLIVIER BESANCENOT, publié sur Mediapart lundi 30 novembre

À la Une

État d'urgence, État policier : on ne nous empêchera pas de manifester !

Après les attentats meurtriers à Paris du 13 novembre, le gouvernement a instauré l'état d'urgence qui a été prolongé pendant trois mois. Cet état d'exception permet au gouvernement d'interdire les manifestations sociales, féministes et écologiques. Mais n'en déplaise à Hollande, Valls et Cazeneuve, la lutte des classes refuse de se taire...

Avec l'instauration de l'état d'urgence, nous vivons désormais sous un régime d'exception qui n'a pas seulement des impératifs sécuritaires mais a aujourd'hui comme fonction de museler la société en installant durablement un état de peur et d'interdire ou du moins de limiter les revendications sociales... Tout cela alors que le patronat et le gouvernement continuent leur politique d'austérité et de casse de nos acquis sociaux.

Un État hors-la-loi... et hors contrôle

Valls défend bec et ongles la mise en place de ce régime d'exception et revendique clairement que l'instauration de l'état d'urgence est une « restriction des libertés » pour « protéger nos libertés ». Ben voyons ! C'est pour cela qu'il a dit aux députés et sénateurs, au moment de la prolongation de trois mois, qu'ils devaient se garder de saisir le Conseil constitutionnel, car il y aurait « des mesures qui ont été votées à l'Assemblée nationale qui ont une fragilité constitutionnelle » : cela risquerait de remettre en cause certaines mesures prises depuis l'instauration de l'état d'urgence !

En effet, depuis quelques jours, le zèle et la surenchère sont de mise. 2000 perquisitions, près de 300 personnes assignées à résidence : des personnes enregistrées « fiche S », mais aussi des maraîchers bio, des squatteurs, des militants associatifs et écologistes... On a donc affaire à un ratissage large, permettant aussi aux forces de police de régler hors procédure judiciaire de vieilles affaires... et aux renseignements de peaufiner la surveillance de certains groupes militants.



Et pour couronner le tout, toutes les manifestations – sociales, féministes, en solidarité avec les migrants ou écologiques – à Paris mais également dans de très nombreuses villes, sont interdites. Une interdiction qui vient d'être reconduite jusqu'à la fin de la COP21, au Bourget, dans ses alentours... et sur les Champs-Élysées ! Sous prétexte de « guerre contre Daesh », le but du gouvernement est bien de museler toute contestation sociale et de faire passer le mouvement social pour un ennemi venu de l'intérieur.

Pendant l'état d'urgence, la casse sociale continue...

L'état d'urgence ne doit pas nous faire oublier que ce gouvernement continue sa politique d'austérité et de destruction sociale et écologique. Macron a sans doute ces derniers jours été le plus clair en rassurant le Medef : l'état d'urgence ne perturbera ni la vie économique ni les réformes engagées et envisagées avant les attentats du 13 novembre. Nous voilà rassurés : le patronat va

pouvoir continuer à licencier ou supprimer des emplois malgré des profits toujours plus importants comme à Air France, à empêcher tranquillement les milliards grâce au CICE et n'aura bientôt plus « d'entraves » grâce au démantèlement du code du travail programmé par ce gouvernement. Et pour l'accompagner, ce gouvernement continuera, sans doute pour combattre les discriminations et défendre les « valeurs de la France face à la barbarie », les contrôles aux faciès, bloquera les migrants aux frontières et continuera à faire de la simple communication sur le changement climatique. Contre-réformes dans la santé, dans l'éducation nationale, suppressions de postes massives dans la fonction publique... Tout reste d'actualité.

La « chemise déchirée » plus forte que les boucliers des CRS

Aucune raison donc que nos ripostes soient annulées ou différées. C'est dans ce sens que de nombreux militants ont refusé, alors que d'autres à gauche votaient la prolongation

de l'état d'urgence, de se soumettre aux interdictions de manifester, que ce soit en solidarité avec les migrants ou pour la justice climatique. Et la répression ne s'est pas fait attendre : 58 convocations au commissariat distribuées suite à la manifestation en solidarité avec les migrants du 22 novembre dernier à Paris, puis les 341 interpellations dimanche dernier pour les manifestantEs pour la justice climatique, dont des militants du NPA, d'Ensemble ou d'Alternative libertaire. Tous sont loin d'être des « irresponsables », n'en déplaise à celles et ceux qui à gauche ne condamnent pas cette répression... Pour nous, les premiers « irresponsables » sont bien celles et ceux qui votent la prolongation de l'état d'urgence et les mesures liberticides, sans se battre pour défendre un droit démocratique élémentaire, celui de manifester !

Avant les attentats et l'état d'urgence, la question sociale était revenue sur le devant de la scène avec la chemise déchirée du DRH d'Air France. Mercredi 2 décembre, à l'appel de l'intersyndicale a eu lieu à Bobigny un rassemblement pour refuser toutes sanctions et tous licenciements pour les salariés inculpés, pour refuser toute criminalisation du mouvement social. Dans ce contexte, cette mobilisation importante remet la question sociale, la violence patronale, dans le paysage. Et d'ores et déjà s'avance à Paris et dans plusieurs villes la marche des chômeurs ce samedi 5 décembre, une mobilisation de grande ampleur pour la justice climatique le samedi 12 décembre, et une nouvelle manifestation en solidarité avec les migrants le 19 décembre. Interdites ou pas, il faudra que ces mobilisations existent, ce qui sera déjà une première victoire.

Sandra Demarcq

COP21

La justice climatique vue du ciel

Opération de com' du gouvernement Valls-Hollande, la COP21 accueille sous la présidence de Laurent Fabius, pendant deux semaines, un parterre de chefs d'État et de multinationales, pour « négocier » en vue d'un accord sur le climat.

La conférence a commencé ses travaux avec 24 heures d'avance : il y a du pain sur la planche pour trouver un accord permettant au moins de sauver la face, à défaut de sauver le climat, ce qui n'est pas le sujet, comme on l'a bien compris.

Rien à attendre de cette conférence

Depuis un an, de nombreuses réunions ont eu lieu. Elles avaient abouti à un texte court, 20 pages qui pouvaient ressembler à un accord, mais totalement unilatéral et inacceptable pour les pays les plus touchés. Le texte a donc été copieusement rallongé et fait, à l'ouverture de la COP, 55 pages

avec de nombreuses options contradictoires, les fameux crochets. Évidemment, il n'y a rien à attendre de cette conférence qui débouchera au mieux sur un accord non contraignant. Elle se contente d'enregistrer les contributions volontaires des États (les INDC), qui aboutissent à une augmentation de la température autour de 3° (alors que le seuil de dangerosité est estimé à 2° voire 1,5°) et qui plus est sans aucune mesure de contrôle pour garantir qu'il soit réellement respecté.

Le pré-accord parle d'une « trajectoire d'émissions basses adaptées au climat », du baratin juste bon à masquer l'essentiel : le refus d'abandonner les énergies fossiles, le refus de laisser

dans le sol les 4/5 des réserves connues de charbon, gaz et pétrole. Pourtant hors de cette voie, aucun salut pour le climat !

Une censure politique, un déni de démocratie

C'est cette exigence, celle de « changer le système, pas le climat », que voulaient exprimer les dizaines de milliers de manifestantEs qui se préparaient à défiler dans les rues les 28 et 29 novembre, à Paris et dans toutes les villes. La contestation grandissante autour de ce sommet commençait d'ailleurs à être une épine dans le pied du gouvernement, qui craignait que sa communication huilée soit mise à mal par des mobilisations de masse.

Celles-ci pourraient effectivement rappeler à quel point nous ne faisons pas confiance à la COP21 pour régler le problème, et encore moins à ce gouvernement qui se présente sans rire comme le sauveur du climat... tout en poursuivant sa politique de casse sociale et environnementale, à commencer par l'annonce de la reprise des travaux de Notre-Dame-des-Landes. Ainsi, dès mercredi 18 novembre, le gouvernement s'empressait d'annoncer l'interdiction des marches pour le climat pour de prétendus motifs de « sécurité », tout en maintenant la COP elle-même. Et alors que les premières perquisitions qui ont suivi la mise en place de l'état d'urgence avaient servi à s'en prendre non pas

Un monde à changer

«**ÉTAGERES VIDES, REVENEZ DEMAIN**». Dans un récent rapport, Médecins sans frontières (MSF) indique que les ruptures de stocks d'antirétroviraux provoquées par un système défaillant de distribution des médicaments «*sapent les efforts de lutte contre le sida*» dans trois pays africains : l'Afrique du Sud, la RDC et le Mozambique. «*Les antirétroviraux ne parviennent pas systématiquement aux patients en Afrique sud-saharienne, alors que la plupart du temps les stocks sont déjà présents dans les pays*», affirme MSF qui appelle «*à des améliorations urgentes dans la chaîne de distribution*». Les médicaments «*ne parviennent pas dans les cliniques secondaires à cause de procédures trop lourdes, de problèmes logistiques et de manque de ressources*», explique aussi l'ONG dans un communiqué publié ce lundi 30 novembre à l'occasion de la Conférence internationale sur le sida et les infections sexuellement transmissibles en Afrique. Selon une enquête conduite en 2013 et 2014 en Afrique du Sud, pays

qui compte le plus de porteurs du virus du sida dans le monde avec 6,4 millions de séropositifs, 20 à 25% des centres de santé locaux ne pouvaient pas délivrer un ou plusieurs médicaments contre le sida ou la tuberculose, une cause majeure de mortalité chez les personnes séropositives. Dans 80% des cas, les médicaments étaient disponibles dans le pays... mais ne l'étaient pas dans les cliniques ! Ainsi à Kinshasa, 77% des centres de santé locaux sondés, et 41% des 17 cliniques interrogées au Mozambique ont enregistré des ruptures de stocks d'au moins un des antirétroviraux sur une période de trois mois. Conséquence : «*des patients rentrent à la maison les mains vides ou avec des traitements pas adaptés*», ajoute MSF, qui rappelle la nécessité de suivre sans interruption le traitement antirétroviral. Plutôt que de conduire leurs guerres au Moyen-Orient ou dans différents pays d'Afrique, pourquoi les grandes puissances ne mettraient-elles pas tous leurs moyens dans la guerre... au sida ?

GUERRE La « grande coalition »... avec Assad !

«**É**changes d'informations et «*coordination*», Poutine s'est dit prêt à apporter «*une contribution pratique à la formation d'une coalition antiterroriste très large, à savoir un front antiterroriste sous l'égide de l'ONU*». Non sans oublier de préciser que «*la seule armée capable de lutter contre Daesh, c'est l'armée syrienne de Bachar el-Assad*».

Le chef de la diplomatie syrienne, Walid Mouallem, a eu de quoi se féliciter devant le silence de Hollande, d'autant que Fabius a envisagé que «*des forces du régime*» syrien puissent être associées à la lutte contre l'État islamique. Une façon diplomatique de se rallier à la politique de Poutine. «*Si Fabius est sérieux concernant l'idée de travailler avec l'armée syrienne et avec les forces sur le terrain qui combattent Daesh, alors nous saluons cette position*», a déclaré le ministre des Affaires étrangères du dictateur syrien.

Le 1^{er} octobre dernier, le Quai d'Orsay avait sollicité une enquête préliminaire pour «*crimes de guerre*» contre le régime Assad. «*Face à ces crimes qui heurtent la conscience humaine, à cette bureaucratie de l'horreur, face à cette négation des valeurs d'humanité, il est de notre responsabilité d'agir contre l'impunité de ces assassins*», déclarait

Après être allé à Londres et Washington et rencontré à l'Elysée Angela Merkel et Matteo Renzi, Hollande a vu Poutine dans l'objectif officiel de mettre sur pied une grande coalition internationale contre Daesh. En fait, l'occasion de s'aligner un peu plus sur les exigences de Moscou...



Manque Obama et Assad, et la photo de famille sera complète... DR

alors Fabius. Et, il y a encore quelques jours, tout comme lui, Hollande affirmait qu'il n'était pas question de se rallier à la politique de Poutine...

Une coalition de brigands

Ces rencontres diplomatiques sont une mise en scène vis-à-vis de l'opinion publique visant à donner du crédit à la détermination de l'hypothétique coalition à mener sa

guerre. Elles sont aussi l'occasion de tractations informelles pour tenter de donner un contenu au prétendu plan de route établi par les grandes puissances à Vienne, plan de route qui prévoit «*un gouvernement d'union, une nouvelle Constitution et ensuite une élection dans 18 mois*», selon les propos de Fabius. On voit mal comment leur plan virtuel pourrait prendre le moindre contenu réel sans la

participation, d'une façon ou d'une autre, de Assad.

Et c'est bien là le centre des discussions, et non pas la naissance d'une improbable coalition des brigands impliqués dans les négociations : les puissances impérialistes et leurs alliés, l'Arabie saoudite et le Qatar ainsi que la Turquie ou la Russie et Assad. Les uns et les autres sont obligés de tenter de coopérer pour trouver un moyen de contenir le chaos qu'ils ont eux-mêmes engendré... Mais chacun défend aussi ses propres intérêts.

Ainsi, la semaine dernière, la Turquie a abattu un avion de combat Su-24 de l'armée russe qui avait violé son espace aérien à la frontière syrienne. «*Nous avons de sérieux doutes sur le fait qu'il s'agisse d'un acte spontané, cela ressemble beaucoup à une provocation planifiée*», selon le ministre des Affaires étrangères russe. Pendant ce temps, les bombardements continuent, la population en est la première victime, les menaces terroristes sont de plus en plus importantes. La guerre menée par les grandes puissances entretient le chaos.

Yvan Lemaître

Le chiffre

40 000

C'est, selon RTL, le coût officiel en euros d'une heure de vol d'un Rafale. Une heure de vol de Mirage 2000 est bien meilleur marché : 25 000 euros ! Sans parler du coût des missiles, bombes et munitions... Ainsi un bombardement de vingt bombes coûte environ 2,4 millions d'euros.



Agenda

Vendredi 4 décembre, réunion publique du NPA, Montpellier.

«*Nos vies valent plus que leurs profits !*», avec Olivier Besancenot, à 20h salle Guillaume de Nogaret, espace Pitot près du Peyrou (accueil dès 18h30).

Vendredi 4 décembre, rencontres de La Brèche, Paris.

La stratégie de la bactérie (médicaments dangereux, essais cliniques biaisés, experts corrompus, industrie pharmaceutique), avec l'auteur Quentin Ravelli, à 18h30 à la librairie (27 rue Taine, Paris 12^e).

Vendredi 4 décembre, projection-débat du NPA, Marseille.

«*Le jour où Tsipras a capitulé*», à 19h au local de Mille Babords, 61 rue Consolat.

Mercredi 9 décembre, rencontres de La Brèche, Paris.

Afro (100 portraits d'Afro-européens), avec les auteurs Rokhaya Diallo et Brigitte Sombié, ainsi que Fatima Ouassa, à 19h à la librairie (27 rue Taine, Paris 12^e).

NO COMMENT

Je ne m'exprime pas sur la politique mais sur le programme économique du Front national. Et là, je dis attention, car il me rappelle étrangement le programme commun de la gauche de 1981. (...) Extrême droite, extrême gauche, c'est la même chose : Mélenchon-Le Pen, même combat.

Le patron des patron PIERRE GATTAZ dans le Parisien du mardi 1^{er} décembre

à de potentiels terroristes mais pour régler des «*affaires courantes*» (trafic de drogue...), l'absence de réaction a permis au gouvernement de passer à l'étape supérieure : multiplication des perquisitions dans la mouvance écologiste, et assignations à domicile de 26 militants écologistes qui auraient pu avoir la mauvaise idée de manifester pour le climat.

Les préfetures ne se sont pas gênées pour communiquer abondamment sur les interdictions et les peines encourues, histoire de décourager voire d'effrayer toutes celles et ceux qui voulaient manifester à cette occasion.

Des marches et rassemblements dans tout le pays

Ces attaques, extrêmement graves contre les libertés démocratiques les plus élémentaires, ont suscité des réactions diverses selon les villes, entre recherche d'alternatives, transformation des marches en chaînes humaines ou en simples rassemblements, voire maintien de la marche malgré l'interdiction, avec souvent plusieurs de ces

réactions à la fois. Dans plusieurs villes comme Nantes, Toulouse ou Paris, la mobilisation a ainsi combiné à la fois une chaîne humaine et une manifestation improvisée.

Les résultats sont contradictoires. D'une part, il est clair que les lourdes menaces ont largement démobilisé et affaibli numériquement la mobilisation, qui est bien en deçà de ce qui pouvait être espéré. Elles ont ainsi privé le mouvement pour la justice climatique en train de se construire d'une démonstration de force, de la visibilité d'énormes manifestations de masse, de la force et de la confiance en soi apportées par un succès.

Mais d'autre part, la volonté commune de ne pas baisser les bras et ne pas se laisser bâillonner, la satisfaction d'avoir maintenu des actions, ont renforcé les liens et pour beaucoup tiré les choses au clair : ce gouvernement est bien un ennemi de la justice climatique. Pas de sauvegarde du climat sans affrontement central avec le gouvernement et les capitalistes !

Commission nationale écologie

CIRCULATION ALTERNÉE PENDANT LA COP21

UN JOUR LES VÉHICULES PAIRS



UN JOUR LES VÉHICULES IMPAIRS



CHARMAG

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Gérant et directeur
de publication :
Ross Harrold

Secrétaire
de rédaction :
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard et Kristo

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

ISLAMOPHOBIE

Des paroles et des actes

Il n'aura fallu attendre que quelques heures le soir des attentats du 13 novembre pour que la haine islamophobe se déchaîne, non seulement du côté de l'extrême droite et de la droite extrême, mais aussi dans les plus hautes sphères de l'État: déclarations outrancières, amalgames douteux, stigmatisation collective...

Des paroles, tout d'abord, puis des actes: agressions contre des personnes, dégradations de mosquées, le tout dans un contexte d'opérations policières dirigées prioritairement contre des individus et des lieux de culte musulmans.

Impossible de recenser ici l'ensemble des déclarations ouvertement islamophobes qui ont été proférées par des personnalités publiques dans la foulée des attentats. Une mention particulière toutefois à Philippe de Villiers qui, le soir du 13 novembre, dénonce la «mosquéeisation» de la France, faisant malheureusement écho à bien d'autres de ses collègues de la droite de la droite.

Puis, dans les jours qui ont suivi, c'est la rhétorique de la «désolidarisation» qui s'est développée, comme dans la foulée des tueries de janvier: moins haineuse en apparence que l'islamophobie ouverte de certains, l'injonction faite aux musulmans à se «désolidariser» des terroristes et de Daesh n'en est pas moins insupportable. Ainsi, Alain Juppé lorsqu'il déclare le 17 novembre que «les Français musulmans doivent dire clairement qu'ils n'ont rien à voir avec ces barbares de l'État islamique», mais aussi Manuel Valls lorsqu'il affirme sur le plateau du Petit Journal le 24 novembre que «l'islam [doit] couper toute complaisance vis-à-vis de ces terroristes». Par de telles déclarations, Juppé, Valls et consorts sous-entendent en effet que les musulmans de France (et d'ailleurs) seraient a priori suspects de «complaisance», ou qu'il auraient quelque chose «à voir» avec les terroristes. Répétons-le: l'injonction à la «désolidarisation» a ceci de pervers qu'elle laisse supposer que les musulmans seraient par nature solidaires du terrorisme tant qu'ils n'ont pas déclaré le contraire. Ou comment jeter la suspicion sur l'ensemble des musulmans de France...

Agressions, dégradations, perquisitions

Ces déclarations s'accompagnent d'une multiplication dans le cadre de l'état d'urgence d'opérations policières dirigées contre des individus et des lieux de culte musulmans. Perquisitions de domiciles, contrôles au faciès, «visites» de mosquées... Là encore la liste est trop longue pour recenser l'ensemble de ces opérations arbitraires qui n'ont débouché sur rien (aucune interpellation, aucune preuve matérielle de lien avec le terrorisme), mais ont contribué, par leur médiatisation, à entretenir et renforcer un climat de défiance, voire de haine à l'égard des musulmans.

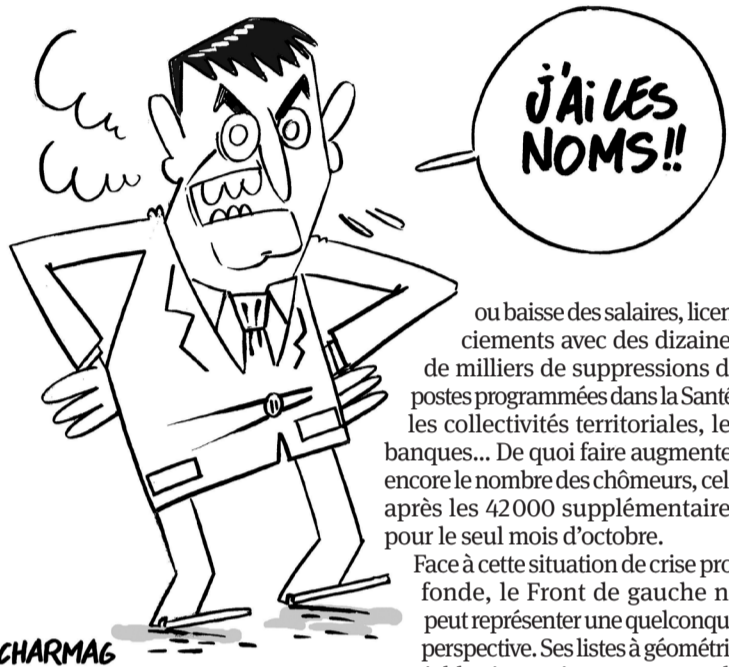
Dès lors, nul surprise à ce que de nombreux individus passent à l'acte en agressant physiquement des personnes «musulmanes d'apparence» ou en s'en prenant à des lieux de culte: insultes, menaces, coups de poing ou de cutter, tags racistes ou inscriptions néonazies sur des mosquées... Le pire a même été évité à Avranches, où deux individus ont tiré au fusil de chasse sur la devanture d'un kebab, expliquant lors de leur procès qu'ils voulaient «faire quelque chose contre l'islamisme»... Un climat délétère donc, largement entretenu par des responsables politiques irresponsables qui, à défaut d'assumer leur propre bilan, préfèrent désigner un bouc-émissaire, légitimant les discours les plus racistes et réactionnaires et encourageant les passages à l'acte. La riposte s'organise, notamment au sein des réseaux de lutte contre l'islamophobie, mais le mouvement ouvrier est pour l'instant timide, pour ne pas dire absent. L'islamophobie d'État et la répression de la contestation sociale sont pourtant les deux faces complémentaires de l'état d'urgence, celles de la fabrication d'«ennemis de l'intérieur» qui auraient tout intérêt à s'élever ensemble contre les dangereuses dérives en cours.

Julien Salingue

ÉLECTIONS RÉGIONALES
Contre le gouvernement et les idées réactionnaires, votons Lutte ouvrière

Le Front national en nette progression dans les sondages et remportant deux, voire trois régions, tel est le fruit empoisonné de la campagne réactionnaire organisée par le gouvernement Hollande-Valls à la suite des odieux attentats du 13 novembre.

BEAUCOUP D'ÉLECTEURS DE GAUCHE NE VOTERONT PAS SOCIALISTE



CHARMAG

Ils veulent étouffer le mécontentement

La pression s'exerce toujours plus à droite au nom de la guerre contre le terrorisme et des politiques sécuritaires.

Tout est fait pour étouffer le mécontentement que provoque l'accentuation de l'offensive menée par le gouvernement pour le compte du patronat: code du travail, remise en cause des accords d'entreprises, des accords RTT comme à l'APHP, blocage

ou baisse des salaires, licenciements avec des dizaines de milliers de suppressions de postes programmées dans la Santé, les collectivités territoriales, les banques... De quoi faire augmenter encore le nombre des chômeurs, cela après les 42 000 supplémentaires pour le seul mois d'octobre.

Face à cette situation de crise profonde, le Front de gauche ne peut représenter une quelconque perspective. Ses listes à géométrie variable n'ont qu'une constante, le soutien au PS au deuxième tour, avec fusion des listes et participation à l'exécutif des régions. Une position cohérente avec le vote par les députés du Front de gauche de la prolongation de trois mois de l'état d'urgence.

Non à l'union nationale

Il y a besoin que le mécontentement, la colère, contre le gouvernement PS-Medef s'exprime, tant sur le terrain des luttes que sur le terrain électoral. Nous voulons porter une toute autre perspective, sur un terrain de classe,

internationaliste, en rupture avec l'union nationale et les partis qui y participent.

Nous voulons dénoncer les politiques guerrières qui soutiennent le pillage des richesses des peuples opprimés par les multinationales et qui engendrent le terrorisme.

Il nous faut affirmer que «nos vies valent plus que leurs chemises» et que la seule «alternative à l'austérité», c'est la répartition du travail entre toutes, l'augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux, la défense des services publics, l'annulation de la dette et le contrôle des travailleurs et de la population sur l'économie, les banques, la marche de la société.

Les seules listes qui, au niveau national, se situent sur ce terrain sont les listes présentées par Lutte ouvrière. Aussi, plutôt que soient les désaccords que nous avons avec ces camarades, le NPA appelle à voter pour ces listes clairement dans le camp du monde du travail et en totale indépendance vis-à-vis des partis au pouvoir, nationalement ou localement.

De façon plus générale, combattre la montée des idées réactionnaires, de la droite et du FN, implique de rassembler les forces du monde du travail et de la jeunesse pour mettre en échec le patronat et le gouvernement. Une politique indissociable d'une volonté de rassemblement des anticapitalistes et des révolutionnaires qui puisse être l'expression des intérêts des travailleurs, leur instrument pour prendre en main leurs propres luttes.

Galia Trépère

ÉTAT D'URGENCE ET MOBILISATIONS

La colère monte!

«Toutes les manifestations à caractère revendicatif ou protestataire sont interdites. Les manifestations sportives, récréatives ou culturelles se sont pas visées par l'interdiction»...

Parmi tant d'autres, cet arrêté aux relents pétainistes pris par le préfet du Rhône, dévoile crûment les objectifs réels du pouvoir dans la mise en place de l'état d'urgence: museler toute contestation, et mettre au pas le mouvement social. Prenant en otage la forte et légitime émotion populaire exprimée après les massacres commis à Paris par Daesh, Hollande et sa clique nous somment d'intégrer de gré ou de force une mythique union nationale, en renfort de *Marseillaise* et de drapeaux tricolores.

Dans sa croisade contre le terrorisme, le gouvernement est prêt à tout. Ainsi Cazeneuve déclarait jeudi 26 novembre qu'il envisageait même de «déroger à certains droits garantis par la convention européenne des droits de l'homme». Lapsus révélateur, ou désir inavoué? Le lendemain, pendant 24 heures, le site du ministère de l'Intérieur vendredi ne parlait plus d'«état d'urgence»... mais d'«état de siège»! De quoi embarrasser le F-Haine qui se voit doublé sur sa droite dans la surenchère sécuritaire. Et en quelques jours, plus de 2000 perquisitions ont été effectuées par les différents services de police sous prétexte de rechercher des personnes

liées de près ou de loin aux auteurs des attentats. Excepté l'assaut de Saint-Denis du mercredi 18 novembre, aucune n'a permis l'arrestation d'un seul membre de Daesh. Par contre, ce sont des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants d'origine maghrébine, croyants ou pas, victimes de l'arbitraire le plus total, qui ont été stigmatisés, dénoncés, insultés, assignés à résidence, et livrés à la vindicte des racistes. Du jamais vu depuis la guerre d'Algérie!

En finir avec l'état d'urgence, défendre nos libertés

Dans le collimateur du gouvernement depuis des mois, le mouvement écologiste radical est lui aussi victime de la répression d'État. Bien avant la tragédie du 13 novembre, le gouvernement avait décidé de mettre sous haute surveillance la tenue de la COP21 et entendait limiter les manifestations prévues à cette occasion. Les perquisitions et assignations à résidence n'ont pourtant pas suffi à dissuader le week-end dernier des milliers de personnes un peu partout en France de braver l'interdiction de manifester, parfois par de simples chaînes humaines, souvent par des manifestations de rue.

À Paris, dimanche dernier, il y eut les deux. Des milliers de manifestants écologistes, politiques, syndicalistes, groupes de jeunes indignés, se sont emparés de la place de la République pour dire non à l'état d'urgence, résistant le plus souvent pacifiquement, parfois avec humour, au grotesque déploiement policier. Bilan: 341 interpellations, 317 gardes à vue, dont 9 ont été prolongées... Et les calomnies policières reprises par certains médias, pourtant démenties par les nombreux reportages

d'amateurs, ne pourront altérer le sentiment de liberté et l'immense jubilation de celles et ceux qui ont osé braver l'interdiction...

En multipliant les gardes à vue et les assignations arbitraires, l'État comptait nous faire taire: c'est raté! Nous entendons tenir toutes les manifestations et rassemblements qu'exige notre urgence, l'urgence sociale, dans l'unité la plus large possible. C'est ce que défendent les militantEs du NPA dans les réunions unitaires, notamment pour préparer activement la manifestation du 19 décembre en solidarité avec les migrantEs.

Alain Pojolat



CHARMAG

Es-tu surpris par cet attentat ?

Non, car cela fait plus de trois ans que des activités terroristes ont lieu. Elles se sont accélérées en 2015 avec les attentats du Bardo et de Sousse. Cette évolution n'avait rien de fatale en raison du poids du tissu syndical et associatif, mais également de l'existence pendant des dizaines d'années d'un système d'éducation et de services sociaux sans comparaison dans la région. Cet « État providence » a été remis en cause par les politiques néolibérales, et la population s'en est trouvée fragilisée. Le tout dans un contexte de crise généralisée de la région arabe.

Néanmoins, si on compare à d'autres pays, la Tunisie est demeurée relativement épargnée par le terrorisme. Vu l'escalade récente des attentats, il devient plus urgent que jamais de changer de cap économique et social avant que le djihadisme ne prenne durablement pied.

Quel est l'objectif de Daesh ?

La Tunisie est une expérience dérangeante pour Daesh : d'une part, c'est le pays d'où est partie la vague révolutionnaire de 2011 ; d'autre part, les maquis terroristes y sont pour l'instant relativement peu implantés.

Son objectif à court terme est, à mon avis, d'établir durablement des maquis dans des zones montagneuses, et à moyen terme d'étendre son influence dans les centres urbains. Le but visé est de prendre le dessus sur le pouvoir en place, comme elle l'a fait en Libye. Le gouvernement demeure pieds et mains liés par des accords et des politiques de restructuration imposés par les institutions financières internationales et la Commission européenne. Ce pouvoir alimente ainsi la propagande de Daesh expliquant que le pouvoir est inféodé aux « mécréants » de l'Occident.

Les attentats du Bardo et de Sousse visaient le secteur touristique afin

TUNISIE « Une expérience dérangeante pour Daesh »

Entretien. Après avoir décapité le 13 novembre un jeune berger dans une région pauvre du pays¹, Daesh a frappé le 24 novembre à Tunis. Cet attentat a tué douze personnes et en a blessé une vingtaine d'autres. En prenant pour cible des membres d'un corps sécuritaire d'élite, Daesh cherche à répandre la terreur en voulant démontrer sa capacité à frapper à tout moment, qui elle veut et où elle veut. Le pouvoir tunisien utilise cette situation pour empiéter sur les droits démocratiques arrachés en 2011. Nous avons rencontré **Fathi Chamkhi**, militant de RAID (Attac et CADTM en Tunisie) et député du Front populaire.



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

d'étouffer économiquement le pouvoir. Cet objectif a été largement atteint.

Ces derniers mois, les forces sécuritaires ont mené des actions de plus en plus efficaces contre les bases djihadistes dans l'intérieur du pays. Avec l'attentat du 24, Daesh veut sans doute desserrer l'étau autour de celles-ci en portant la bataille au cœur même de la capitale.

Quelle est la réaction du pouvoir ?

Dans le budget de 2016, les ressources financières allouées aux ministères de l'Intérieur et de la Défense sont inférieures au service de la dette. Simultanément, les seuls intérêts de la dette sont supérieurs au budget de la Santé publique. Le pouvoir se concentre sur un travail de renseignements, obtenus parfois sous la torture. Les mesures annoncées comme l'état d'urgence, le couvre-feu dans la région de Tunis, ou la fermeture temporaire de la frontière avec la Libye, ont pour but essentiel de tenter de rassurer la population. Quant au discours sur la nécessité de l'unité nationale et de la paix sociale, il est destiné à essayer de faire accepter les restructurations et l'austérité. Pour y parvenir, le fait de disposer d'une majorité de 80 % à l'Assemblée ne lui suffira pas. Il

lui sera nécessaire de s'affronter au mouvement social, notamment à l'UGTT.

Comment réagit la population ?

Beaucoup de gens ont peur. Ils se sentent délaissés et ont du mal à se nourrir et à se vêtir. L'État est vécu comme défaillant et les partis comme incapables de promouvoir des politiques permettant de stabiliser la situation, et à plus forte raison d'amorcer un redressement. Tout cela crée d'une part un terreau fertile au recrutement de terroristes, d'autre part un renforcement des nostalgiques de l'époque Ben Ali.

Que va devenir le cycle de luttes ayant démarré depuis un an ?

Ce qui est surprenant, c'est la capacité de la société tunisienne à rebondir. Depuis un an, des luttes sociales impressionnantes ont eu lieu, essentiellement autour de revendications salariales. L'espoir d'un avenir meilleur était revenu. L'attentat de Sousse en juin dernier avait stoppé net la vague de grèves dans le secteur public. Une série d'avancées ont néanmoins été obtenues, et les grèves ont rebondi trois mois plus tard dans le secteur privé, avec un cycle de grèves générales régionales programmées

ÉTAT ESPAGNOL « Pas en notre nom » : reprise du mouvement antiguerre

Samedi dernier, il y a eu des mobilisations dans plus de 20 villes de l'État espagnol sous le slogan « Pas en notre nom »...

À Madrid, la plus nombreuse a regroupé plus de 7000 personnes pour affirmer trois choses. D'abord, le refus du terrorisme, du fanatisme djihadiste, du néofascisme de Daesh. Ensuite, le rejet de la guerre, des bombardements en Syrie et dans tout le Proche-Orient de la part des puissances impérialistes et de l'Otan. Enfin, l'opposition aux nouvelles coupes et restrictions des libertés au nom de la sécurité. C'était aussi une affirmation de la résistance sociale et populaire face au développement d'une vague islamophobe visant l'ensemble de la population musulmane.

L'objectif de ces mobilisations était de commencer à construire le mouvement antiguerre à partir de l'idée « pas en notre nom, vos guerres, le terrorisme et la restriction des droits ». Les rassemblements ont aussi voulu rendre visible la communauté musulmane, principale victime du fanatisme djihadiste et



Samedi 28 novembre à Madrid par milliers contre la guerre. DR

montrer une solidarité active face au drame des réfugiés. Les appels ont été diversement suivis, ce qui révèle la difficulté à articuler un nouveau mouvement antiguerre dans un contexte d'évidente offensive idéologique et guerrière des élites. Il s'agissait, en tout cas, d'ouvrir la voie pour avancer vers une nouvelle et indispensable phase du mouvement antiguerre dans l'État espagnol. La diffusion du manifeste « pas en notre nom » à l'initiative d'artistes, militants sociaux et maires de plusieurs villes, a été un point de départ pour mettre un frein au discours hégémonique distillé depuis

les terribles attentats de Paris. En premier lieu, il s'agissait de faire entendre un discours alternatif qui parle à de larges couches de la population. Une initiative capable d'engendrer un contre-consensus social alternatif à celui que les grands partis et médias servent ces dernières semaines. Cependant, il sera très difficile de recréer l'énorme mouvement antiguerre déclenché par l'invasion de l'Irak en 2003. La progression idéologique de l'extrême droite se fait aussi sentir dans l'État espagnol. Le discours de la haine, militariste et sécuritaire, prend de l'ampleur, nourri par les bombes et la terreur.

Construire une opposition à leurs guerres

En tout cas, le sentiment antiguerre demeure présent dans la société espagnole. Une enquête du journal *El Mundo* montrait il y a quelques jours que 54 % de la population est opposée à la participation de l'Espagne à la coalition internationale menée par Hollande. Le sentiment antiguerre s'exprime clairement dans le pays ces dix dernières années, comme ce fut le cas après les attentats du 11 mars 2004. Après ceux-ci, la maturité de la société espagnole s'est manifestée par l'absence de discours vengeurs ou dans le refus de mesures extraordinaires prétendument sécuritaires aux dépens des droits et des libertés civiles. De fait, l'immense impulsion du mouvement antiguerre a tellement conditionné la réponse à ces attentats qu'elle a entraîné la défaite du Parti populaire et a forcé le nouveau gouvernement de Zapatero à retirer ses troupes d'Irak. Aujourd'hui, cette réponse pacifique et ce mouvement demeurent dans la mémoire collective. Dans les semaines qui viennent, une fois les élections législatives passées, on verra quel sera le degré de collaboration du gouvernement espagnol dans la coalition internationale. Et ce sera donc l'occasion pour le mouvement antiguerre de faire face à des enjeux et défis de taille dans l'organisation de l'opposition sociale à leurs guerres, mais aussi à la terreur arbitraire et aux coupes budgétaires liberticides.

De Madrid, Joseba Fernández (Traduit par Monica Casanova)

BELGIQUE « De la peur à la résistance : urgence démocratique ! »

Nous reproduisons ci-dessous l'appel lancé jeudi 26 novembre signé par de nombreux militantEs politiques, syndicaux, du mouvement social, etc.

Ces derniers jours la peur a envahi les rues. La peur après le choc des attentats, bien sûr, mais aussi la peur devant les mesures inouïes prises depuis le 13 novembre. Bruxelles, région-capitale du pays, a été mise en état de siège de fait, tandis que le reste du pays s'est retrouvé dans un état d'urgence de fait.

On ne peut s'empêcher de remettre en question l'efficacité de ces mesures, et d'en soulever les contradictions : les écoles, le métro, ont été fermés ; une quantité incroyable d'événements culturels, mais aussi politiques, ont été annulés ou interdits et des camions blindés ainsi que des centaines de soldats ont pris possession des rues. À côté de ça, il faudrait rester calme, mais la centrale nucléaire de Tihange par exemple est restée sans protection. De même, le fameux niveau 4, supposé justifier ces mesures extrêmes, a été maintenu alors que progressivement les écoles, le métro, etc. rouvraient leur portes. Quelle cohérence dans tout ça ? Quel contrôle démocratique sur ces décisions ?

La pauvreté aussi tue

En quelques jours, le gouvernement Michel a trouvé 400 millions pour le virage sécuritaire et promet des mesures d'état de choc (perquisitions de nuit, détention administrative de 3 jours, prison automatique pour les jeunes de retour de Syrie, etc.). L'argent qui n'existait pas pour les services publics et les pauvres apparaît comme par magie. C'est un choix désastreux. Avec ces 400 millions d'euros, on pourrait, entre autres, augmenter de 50 % le revenu d'intégration sociale versé à 100 000 personnes par les CPAS.

Démocratie piétinée

Les conséquences de cet état d'exception ne se sont pas fait attendre. Les bavures se multiplient contre des présumés coupables, l'un étudiant à Anvers mis à terre au Quick avec deux fusils pointés sur sa tête, l'autre dans la très stigmatisée Molenbeek, un troisième qui voit la police débarquer chez lui en brisant portes et fenêtres à 5 heures du matin...

La peur gagne les quartiers populaires avec une forte présence musulmane. Nous voyons comment des bourgmestres, y compris du PS ou SP.A, tirent prétexte de l'alerte antiterroriste pour interdire de nombreuses manifestations ou débats publics, à Saint-Gilles sur la Syrie, à Molenbeek pour la solidarité et contre les divisions, à Bruxelles-ville et Ostende pour la justice climatique. Même la livraison de repas chauds aux sans-abris dans les gares est interdite ! Pendant ce temps, l'ensemble des mouvements sociaux, syndicats en tête, sont priés d'obtempérer par le ministre de l'Intérieur N-VA, Jan Jambon, et le MR dépose une proposition de loi visant à interdire les piquets de grève.

Résistance !

Nous refusons de continuer à laisser la peur nous diriger. Nous refusons l'État autoritaire qui est en train d'être mis en place sous nos yeux. Nous refusons que des organes non élus comme l'OCAM et le Conseil de sécurité national (Nationale Veiligheidsraad) dirigent le pays. Nous voulons que toute la clarté soit faite, y compris par une commission parlementaire d'enquête, sur la façon dont un climat de peur a pu être créé délibérément. Nous refusons aussi une guerre qu'on prétend commettre en notre nom, et qui ne fera qu'ajouter des morts aux morts, de la barbarie à la barbarie. Nous appelons l'opposition sociale et politique à ce gouvernement à marcher dans les rues et à montrer que non, nous n'arrêterons pas de vivre et de lutter pour un monde meilleur, et que nous n'accepterons pas d'être bâillonnés et réprimés « pour notre sécurité ». Nos meilleures armes pour résister sont la solidarité et l'auto-organisation, pour décider de nos vies, de ce qui est bon pour notre sécurité, pour la planète. Avec nos amiEs en France et dans d'autres pays comme l'Espagne qui refusent l'autoritarisme, la guerre, le racisme et les interdictions de manifester, à l'instar du front commun syndical du Hainaut qui a maintenu sa grève le 23 novembre, nous appelons la population à ouvrir les yeux et à désobéir. L'histoire n'a jamais été faite par ceux qui demandent la permission. Nous refusons de continuer à laisser la peur nous diriger. Nous abominons le terrorisme de Daesh, mais nous lutterons contre la politique sécuritaire et liberticide que nos gouvernements veulent imposer au nom de la lutte contre les terroristes, et qui fait le jeu de ceux-ci.

ÉLÉMENTS CHRONOLOGIQUES

JANVIER 1995

10: Dans son livre-programme du 10 janvier, Chirac donne des chiffres qui « en eux-mêmes, n'expriment pas la gravité de la fracture sociale qui menace – je pèse mes mots – l'unité nationale ».

29: Mobilisation de FO pour la « Sécu pour tous ».

FÉVRIER

4: Manifestations de la CGT pour exiger « l'arrêt du démantèlement de la Sécurité sociale ».

MARS

Occupation par le DAL d'un immeuble rue du Dragon.

MAI

7: Chirac est élu président de la République, Juppé devient Premier ministre.

SEPTEMBRE

4: Juppé annonce le blocage des salaires des fonctionnaires en 1996.

OCTOBRE

10: Grève massive dans les services publics.

25: Journée de grève des cheminots à l'appel de l'intersyndicale

NOVEMBRE:

14: Après l'ouverture la veille du débat à l'Assemblée nationale, manifestations unitaires dans toute la France en défense de la Sécu.

15: Question de confiance à l'Assemblée, Nicole Notat (CFDT) souligne les points positifs du plan Juppé.

16: Juppé déclare qu'il serait « obligé de démissionner si 2 millions de personnes manifestaient ». Début du « Juppéthon »...

21: Plus de 100 000 manifestantEs étudiantEs et lycéenEs.

24: Journée de grève et de manifestations avec 500 000 personnes dans la rue. Nicole Notat doit quitter la manifestation à Paris après avoir été violemment prise à partie par ses propres militants.

Plus d'une centaine d'« experts » et d'« intellectuels » proches du PS soutiennent la réforme de la Sécurité sociale, saluant Notat pour son « courage et son esprit d'indépendance ».

25: Grande manifestation à Paris de plus de 40 000 personnes pour les droits des femmes. La grève devient totale à la SNCF.

27: Grève à la RATP (métro, RER).

28: Journée de grève et de manifestations plus imposantes que celles du 24. Marc Blondel (FO) et Louis Viannet (CGT) défilent côte à côte.

29: Grève à EDF-GDF à l'appel de la CGT, CFDT et FO.

30: Manifestations étudiantes dans de nombreuses villes.

DÉCEMBRE

3: Ouverture du congrès de la CGT où est débattue la question de la généralisation de la grève et/ou de l'appel à la grève générale.

5: Au moins 800 000 participantEs aux manifestations.

7: Nomination d'un médiateur à la SNCF.

10: Juppé annonce que l'âge de départ en retraite des conducteurs à la SNCF et à la RATP ne sera pas remis en cause.

11: Vote du Remboursement de la dette sociale (RDS).

12: 2 millions de manifestantEs, dont plus de 100 000 à Marseille.

15: Le président de la SNCF démissionne. Début de reprise du travail à la SNCF.

16: Journée de manifestations dans toute la France: 165 cortèges, 2 millions selon les syndicats, 560 000 dont 56 000 à Paris selon le gouvernement...

Après ce pic de mobilisation, le travail va reprendre progressivement, mais quelques régions de la SNCF resteront en grève presque jusqu'à Noël, et les tramotins de Marseille jusqu'au 9 janvier.

19: La journée d'action à l'appel de la FSU et de la CGT marque un recul de la mobilisation.

21: Le « sommet social » ne fait que confirmer les reculs effectués par le gouvernement durant les grèves, et n'enregistre pas d'autre gain. C'est presque le point final du mouvement.

Un hiver chaud, chaud, chaud...



Le mouvement de l'hiver 95 est inscrit au chapitre des grandes mobilisations sociales en France. Dans la longue période des reculs ouverte au milieu des années 70, elle fut un sursaut qui a ouvert sur d'autres possibilités que la résignation face à la mondialisation prétendument heureuse. Les reculs du mouvement ouvrier sont partiellement compensés par de nouvelles formes de mobilisation, le développement de nouvelles organisations.

Le mouvement social, et en partie les intellectuels, va reprendre les débats sur les stratégies politiques. La montée des luttes contre la mondialisation et la place prise par l'extrême gauche ont marqué une possibilité de bifurcation dans la trajectoire des luttes sociales, de l'affrontement avec le capitalisme triomphant. Des espoirs à ne pas enterrer en ces jours où, comme l'écrivait Gramsci du fond de la prison « La crise consiste justement dans le fait que l'ancien meurt et que le nouveau ne peut pas naître : pendant cet interrègne on observe les phénomènes morbides les plus variés »...

SYNDICATS: SOUS LA MOBILISATION, FRACTURES ET RUPTURES

En 1995, le mouvement syndical, comme le mouvement social, sort d'un tunnel de 10 années qui s'est traduit par un recul tant numérique que dans les repères idéologiques.

Pour la CGT, le positionnement face aux gouvernements de gauche depuis 1981 a semé un trouble qui sera amplifié par la chute du Mur en 1989. Affaiblissement idéologique, chute des effectifs et reculs aux élections professionnelles se conjuguent. Aux élections professionnelles de 1995, la CGT ne recueillait plus que 19,7% des voix contre 36,3% en 1980. Les autres syndicats sont à peu près stables et ce sont les listes de « non-syndiqués » qui passent de 16,8% à 30,3%. En matière d'effectifs, la CGT est passée de plus de 2 millions en 1975 (13,5% du salariat) à moins de 650 000 en 1995 (3,2%). Autour des années 68, la CFDT a mieux répondu à certaines attentes (immigréEs, femmes, auto-organisation) et a, d'une certaine façon, anticipé la crise du syndicalisme au travers du « recentrage », d'une prise de distance avec la « politique » qui se traduit par une adaptation



Le mouvement de l'hiver 1995 en marche... DR

de plus en plus complète au système. Elle maintient ses effectifs et son audience électorale. Si dès 1984, Edmond Maire déclare que la grève est une « arme mythologique », c'est à partir de la fin des années 80, au cours des mobilisations à la poste, chez les infirmières, à la SNCF, dans l'aérien, qu'exclusions et départs mènent au développement de syndicats SUD. Dans la FEN, la même logique d'adaptation aux politiques gouvernementales et une offensive interne contre les minoritaires mènent à la création de la FSU en avril 1993.

Des volontés et des ambiguïtés

Les mobilisations de l'hiver 95 ont rendu visibles et amplifié les évolutions inscrites dans la décennie précédente. Pour la CGT, en plus de la volonté de sauvegarder les systèmes de protection sociale et de retraites, l'enjeu de la préservation de son influence dans le secteur public est décisif au regard de son affaiblissement dans le privé. Pour FO, les ambiguïtés de ses positionnements n'ont pas réussi à stopper le recul, et ce sera l'affirmation d'une combativité

justifiée par le risque de perdre la gestion de la Sécu et de s'affaiblir dans le secteur public. Pour la CFDT, le positionnement sans retour du côté des contre-réformes libérales accélérera les processus engagés, avec le développement d'une opposition interne baptisée « Tous ensemble ! » et de nouveaux départs.

En pratique, le mouvement de grève sera voulu, porté, organisé, et « conclu », par une alliance CGT-FO-FSU-SUD-oppositionnels de la CFDT. L'état embryonnaire de l'auto-organisation et les limites politiques dans lesquelles les directions ont souhaité maintenir le mouvement conduiront à une fin de mobilisation un peu chaotique et un bilan mitigé.

Au total, le sursaut de 95 n'aura pas fondamentalement mis fin aux reculs du mouvement syndical, reculs faits de crise économique et développement du chômage, d'évolution sociologique et de crise d'orientation. Le développement de Solidaires, de la FSU, les espaces de contestation ouverts dans la CGT, maintiennent, avec bien des contradictions, un pôle militant critique des politiques patronale et gouvernementale soutenues par les syndicats de franchise adaptation autour de la CFDT.

Robert Pelletier

SNCF : TOUS ENSEMBLE, TOUS ENSEMBLE!

Samedi 24 novembre 1995, plusieurs centaines de cheminotEs CFDT désertent leur cortège de la manifestation intersyndicale des fonctionnaires. Ils viennent d'apercevoir la voiture de Nicole Notat secrétaire confédérale...

Bousculade avec les gardes du corps, insultes, la voiture malmenée. La colère des manifestantEs est motivée par l'annonce le 17 novembre du soutien de la confédération au plan Juppé qui prévoit de supprimer les régimes particuliers de retraite et de les aligner sur le régime général. Cette manifestation est le point d'orgue d'une énième journée d'action des fédérations syndicales cheminotes qui ont émaillé l'année 95. Si les cheminots sont particulièrement remontés ce 24 novembre, c'est que depuis la veille au soir, la grève qui ne devait durer que 24 heures fait l'objet d'assemblées générales et de reconduction pour le lendemain... à l'appel de la fédération CFDT des cheminots qui seule avait déposé un préavis illimité.

Une grève qui part de la base

Le 24 au soir, la plupart des dépôts de conducteurs de train ont reconduit la grève et, chose nouvelle par rapport à la grande grève de 1986-87, tous les métiers de la SNCF (ateliers, commerciaux, postes d'aiguillage, équipement) font de même. Malgré l'hostilité des fédérations CGT, FGAAC, FO et FMC, la base syndicale décide de faire le joint avec la journée de grève interprofessionnelle du 8 novembre à l'appel des seules CGT et FO. Durant trois jours et malgré les pressions des représentants de ces fédérations et l'hostilité des médias et des usagers, la grève va progressivement s'installer pour près d'un mois. Pour la première fois depuis 1968, plus aucun train ne circulera jusqu'au 21 décembre, les cadres restent chez eux, les



La rupture avec Notat, la CFDT en lutte DR

cheminots occupent les locaux. La mise en place d'assemblées générales de grévistes, par site d'emplois et non par fonction, favorise la prise en main du conflit par la base.

La grève devient populaire

Les premiers jours, la grève fait l'objet de critiques acerbes dans les médias. Le gouvernement tente même de dresser une partie de la population contre les grévistes par l'organisation de « comités d'usagers ». Mais le vent tourne, la population rend désormais le gouvernement responsable de cette situation. Un sondage, début décembre, montre que 62% ont de la sympathie pour la grève. Covoiturage, vélos, patins à roulettes... tout est bon pour remplacer trains et métros. Les grévistes sont même pris en stop par la population. L'AG est souveraine, mais les grévistes laissent aux fédérations le rôle de coordination. L'assemblée générale et la démocratie de base s'accompagnent d'autres ouvertures inhabituelles dans les conflits antérieurs : l'ouverture totale des assemblées et de locaux occupés aux travailleurs de l'extérieur. On se visite entre secteurs en lutte. Fini l'époque où la CGT

invoquait la protection de l'outil de travail pour empêcher tout contact avec l'extérieur. Toutefois, aucune coordination des assemblées intercatégorielles locales ne s'organise et cela pèsera sur la fin de la grève.

La grève prend fin... et ouvre d'autres conflits et luttes

Le 15 décembre, le gouvernement retire sa réforme sur les retraites, la fonction publique et les régimes spéciaux (SNCF, RATP, EDF), cette décision étant interprétée comme une victoire par les cheminots. Le mouvement alors décroît sous la pression des appareils syndicaux à qui le gouvernement promet un sommet social le 21 décembre. La majorité des syndicats CFDT de la SNCF vont dans les mois qui suivent créer SUD Rail, rejoint par de nombreux adhérents CGT. Les assemblées générales souveraines deviennent à la SNCF un passage obligé de tous conflits, et les cheminots pourtant très corporatistes s'ouvrent à d'autres luttes (chômeurs, écologie, cultures...). « Déborder le gouvernement et les syndicats », disaient les cheminotEs... Un mot d'ordre toujours d'actualité.

Dominique Malvaud

QUAND DES INTELLECTUELS ENTRENT DANS LA LUTTE

Un mouvement social d'importance produit toujours un écho bien au-delà des rangs de ceux et celles qui sont directement concernés. Cela fut le cas du mouvement de l'hiver 1995, qui provoqua un affrontement politique entre intellectuels.

Dès l'annonce du « plan Juppé », des rédacteurs de la revue *Esprit* lançaient ainsi une pétition appuyant ce qu'ils nommaient une « réforme de fond de la Sécurité sociale », repointe pour l'occasion et les besoins aux couleurs de la « justice sociale », et soutenant la démarche de la direction de la CFDT, qui aurait selon eux « fait preuve de courage et d'indépendance d'esprit »...

Les signataires ne se réduisaient d'ailleurs pas à la revue fondée dans les années 1930 par Emmanuel Mounier. On y retrouvait la fine fleur de la « deuxième gauche », tous ceux qui, à partir du tournant de la rigueur de 1983, avaient plaidé en faveur d'une « République du centre »¹ : des sociologues (Alain Touraine, François Dubet, Louis Chauvel, etc.), des historiens (Pierre Rosanvallon, Michel Winock, Michelle Perrot, etc.), des philosophes (Paul Ricoeur, Claude Lefort, etc.), des économistes (Daniel Cohen, Jean-Paul Fitoussi, etc.), des intellectuels médiatiques (Pascal Bruckner, Alain Finkielkraut), etc.

Quelques jours plus tard paraissait, en opposition au « plan Juppé », un « appel des intellectuels en soutien aux grévistes », qui fusionnait sous la supervision du sociologue Pierre Bourdieu deux projets d'appel : l'un rédigé par Denis Berger, Henri Maler et Michèle Riot-Sarcey, l'autre par Yves Bénot et Catherine Lévy. Cet appel reposait essentiellement sur une défense des droits sociaux et des services publics, et invitait chacun « à s'associer à ce mouvement et à la réflexion radicale sur l'avenir de notre société qu'il engage ». Il fut signé très largement².

Contre-offensive de la sociologie critique

Cet affrontement couvrait depuis une décennie, en particulier depuis le ralliement d'une partie des intellectuels de gauche au néolibéralisme, sous l'égide de la Fondation Saint-Simon. Fondée en 1982 par François Furet, celle-ci rassembla pendant presque deux décennies des intellectuels, des hauts fonctionnaires et des hommes d'affaires, prétendant constituer un « cercle de la raison » (Alain Minc). Elle était présidée en

1995 par Pierre Rosanvallon, dont le parcours politique est emblématique : proche du PSU dans les années 1970, il passa en une décennie de la défense d'idéaux « autogestionnaires » à l'éloge du libéralisme.

D'un autre côté, l'hiver 1995 permit la lancée dans le monde intellectuel d'une contre-offensive. Le marxisme demeurait néanmoins marginalisé, subsistant encore le contre-coup de l'offensive amorcée dès le milieu des années 1970, notamment par Glucksmann et les « nouveaux philosophes ». C'est donc essentiellement sous la forme d'une sociologie critique, dominée par la figure de Pierre Bourdieu, que reprenait vigueur l'appel à ne pas se satisfaire du monde tel qu'il est et à mettre au jour les rapports de domination qui se dissimulent derrière le rideau de fumée libéral ou républicain.

Ugo Palheta

1 – Titre d'un livre de François Furet, Jacques Julliard et Pierre Rosanvallon, paru en 1988.

2 – Voir le texte de l'appel et la liste des signataires http://www.liberation.fr/cahier-special/1998/01/12/appel-des-intellectuels-en-soutien-aux-grevistes_544821

« LA RÉOUVERTURE D'UN ESPACE POLITIQUE DE CONTESTATION DU SYSTÈME »

Entretien. Au moment du mouvement de l'hiver 1995, **Annick Coupé** était secrétaire générale de SUD PTT et l'une des animatrices du Groupe des dix (G10) qui deviendra trois ans plus tard l'Union syndicale Solidaires.

À la veille de Mai 68, la France s'ennuyait... Qu'en était-il avant novembre-décembre 1995 ?

Comme avant 68, personne n'aurait pu affirmer quelques semaines plus tôt qu'un mouvement social s'annonçait. Une période où semblait triompher l'idéologie « Tapie », des « gagnants », où la contestation, la critique sociale, étaient discréditées, ringardes, où il était difficile de se dire anticapitaliste. Edmond Maire pouvait affirmer que la grève, c'est dépassé, et le passage aux affaires de Mitterrand avait contribué à désarmer le mouvement social.

Pendant, a contrario, était apparu des mouvements sociaux autour du chômage, du droit au logement, des luttes sociales aux formes renouvelées, comme celles des infirmières, des cheminots avec des assemblées générales, des coordinations. La manifestation des femmes du 25 novembre concrétise ces incertitudes : une participation inédite et imprévue, au moment où rien n'indique que la grève des cheminots qui démarre est partie pour durer.

L'idée que la mondialisation avec le développement du chômage, de la précarité, ne rend pas nécessairement heureux, travaille la société, sans que des signes en soient visibles. La mobilisation de l'hiver 95 va en être le produit, non prévisible.

Il faut aussi prendre en compte la volonté du mouvement syndical de reprendre l'initiative après les calamiteuses années 80, la dégradation du rapport de forces, la désyndicalisation, les attaques patronales. La CGT s'inscrit là-dedans, notamment dans la protection sociale où il y a la possibilité d'un cadre unitaire avec FO, SUD PTT et le Groupe des dix, et la FSU.

Des formes inédites : la participation aux manifestations, des grèves massives dans le public mais aussi la grève dite « par procuration » dans le privé...

Le phénomène n'était pas limité au privé, mais présent également aussi dans certains services de la poste ou de France Télécom, aux traditions de grèves moins fortes, avec des grèves ponctuelles d'un jour, puis reprise du travail puis de nouveau grève pour participer à une manifestation... Certains secteurs ne se sentent ni légitimes ni capables de « bloquer » l'économie, le système.

Pour la première fois, le nombre de manifestants est proportionnellement plus important en régions qu'à Paris, avec la volonté de participer à un mouvement lié aux réalités locales, ancré sur le terrain. Comment bloquer l'économie dans son organisation actuelle ? L'interrogation est plus globale et reviendra plus tard, en 2003 et surtout en 2010 autour de la grève des raffineries.

Cette fonction de la grève n'épuise pas la problématique de l'auto-organisation, de l'auto-activité...

La grève est nécessaire, c'est un principe à ne pas lâcher et à faire partager par les salariés. Aux



Annick Coupé en manif il y a quelques mois... PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

Chèques postaux, après les grèves très importantes de 68 et 74, 95 a marqué la conscience collective. Même sans grève reconductible, il y a la participation de certains salariés aux AG interpro comme dans la région rouennaise, ce qui pose des questions : la légitimité, la représentativité... Les débats qui ont traversé le mouvement de 95 ont contribué à une prise de conscience politique du monde « global » dans lequel on est, à une critique de la mondialisation libérale, et posent aussi la question de l'appel à la grève générale, de la nécessité d'assumer un affrontement central avec le pouvoir en place. Le refus, notamment de la CGT, d'y appeler prive d'une légitimité, et n'aide pas à la généralisation.

L'autre marqueur des grèves de 95 est la fracture du mouvement syndical

En effet, 95 marque l'affichage de deux conceptions du syndicalisme : d'un côté une logique d'accompagnement, de renoncement au changement de société, de l'autre celle un syndicalisme de transformation sociale s'appuyant sur la construction du rapport de forces. De bons négociateurs, mais les meilleurs dossiers ne suffisent pas à faire reculer patronat ou gouvernement. Cette rupture s'était déjà concrétisée avec les sanctions des militants CFDT des PTT et de la santé à l'automne 88 (et qui ont conduit à la création de Sud PTT et de Sud Santé-Sociaux) et la création de la FSU. Cette question reste centrale dans le mouvement syndical mais n'est pas assumée par la CGT et la FSU. Affronter cette contradiction ne signifie pas pour autant renoncer à rechercher des actions unitaires sur des objectifs précis, des plateformes plus ou moins larges. Après 95, l'idée portée par la CGT du « syndicalisme rassemblé » a été un frein à toute tentative de recomposition du mouvement syndical.

Demi-succès ou demi-échec ? Réforme des retraites annulée mais maintien de la réforme de la Sécurité sociale...

Quel bilan ? Les directions d'entreprise où les mobilisations étaient les plus importantes (SNCF, RATP) ont pris en main les négociations. Face à un mouvement social qui se perçoit confusément comme global, le gouvernement lâche dans les

secteurs les plus mobilisés. Mais en l'absence de grève générale, notamment dans le privé, le mouvement est déstabilisé ou paraît souvent dans l'improvisation en absence d'une intersyndicale nationale qui impulse. La position nationale de la CFDT a été un obstacle dans le rapport de forces, d'autant plus qu'il était largement relayé et soutenu par les médias dominants.

C'était un mouvement social à fort impact dans la société, mais dans un rapport compliqué à la politique...

Comme a pu l'écrire *le Monde*, il s'agit de la première grève contre la mondialisation : la réouverture d'un espace politique de contestation du système. Absence de visibilité des politiques dans la décennie 80, « années Mitterrand », ont consacré l'instrumentalisation du mouvement syndical dont la conséquence a été la prise de distance entre mouvement social et politique, un passage obligé au regard de l'histoire du mouvement ouvrier français. Une rupture qui s'est renforcée avec la chute du Mur en 89 qui voit la CGT prendre davantage ses distances avec la PCF. Pour les grévistes de 95, le mouvement social est politique, les politiques c'est nous. Une situation différente de 86 ou 89 où les mobilisations des infirmières, des cheminots étaient alors radicales mais en restant sur le terrain revendicatif. Les retraites, la protection sociale, ce sont des questions de société, des questions politiques. Ce débat va se réfracter dans les médias dans la fracture entre les intellectuels qui soutiennent Notat et le gouvernement et ceux qui soutiennent le mouvement. Un débat qui rebondit à partir de 2005 à l'occasion du Traité constitutionnel européen et qui fait son chemin, difficilement, dans les syndicats, les partis, les associations. Des voies explorées maintenant par Podemos ou Occupy. Des questions qui posent différemment le clivage réforme-révolution en posant non seulement la question de la prise du pouvoir mais aussi celle de la démocratie. Des questions ouvertes posées à tous les mouvements sociaux, à toutes celles et ceux qui ne renoncent pas à transformer le monde!

Propos recueillis par Robert Pelletier

MIGRANT-E-S

Retrouver une visibilité

Lors de la réunion où plusieurs organisations ont décidé d'appeler à aller à Bastille le 22 novembre en solidarité avec les migrantEs, malgré l'interdiction de manifester, Ali est intervenu. « Nous n'avons pas le choix, nous migrants, réfugiés. Nous nous battons pour la justice et pour nos droits. Certains sont dans des parcs, dans le froid. Depuis des mois la police nous pousse, nous revenons. Ce dont nous avons besoin c'est que vous soyez avec nous. »

L'état d'urgence a, particulièrement, mis un couvercle sur la situation des migrantEs, sans-papiers et réfugiés. Les migrantEs sont à nouveau invisibles. Ceux et celles qui sont à la rue sont plus isolés que jamais par la présence militaire et policière et l'interdiction des rassemblements. Des milliers sont dans des centres d'hébergement suite aux luttes des derniers mois. Pour combien de temps? Dans certains endroits, les conditions sont de plus en plus difficiles, pas de nourriture, pas de tickets de transport pour ceux qui sont loin de Paris. Le cahier des charges des associations qui gèrent les centres est rarement respecté. Ceux qui ne peuvent demander le droit d'asile vont être remis à la rue. L'accès plus difficile au processus depuis la réforme durcit la situation. L'accueil des migrants n'avait jamais commencé en France. Manuel Valls a signifié que ça allait être encore pire. Dans un entretien avec des journaux européens il a déclaré que « L'Europe ne peut pas accueillir plus de réfugiés ». Pour justifier cela il a multiplié les amalgames sur des « terroristes » qui passeraient en Europe par la filière des réfugiés et sur l'islam parce que « tout cela est né au sein de l'islam ».

Plus que jamais, développer la solidarité

Dans ces conditions le soutien aux migrantEs est plus que jamais nécessaire. On voit, avec l'état d'urgence, combien le système des frontières se resserre sur toute la société. Le projet d'une assemblée de migrantEs, réunissant des migrantEs des différents centres et des migrantEs qui sont à la rue, avec des sans-papiers, est en préparation pour combattre la fragmentation actuelle et leur permettre de se redonner une visibilité. Pour beaucoup, la question de la régularisation se pose plus concrètement au-delà de celle de l'hébergement. Ouverture vers une convergence plus aisée avec le mouvement des sans-papiers. Mais il faut aussi reprendre le chemin de la rue. Il faudra une échéance en décembre. En perspective, à l'initiative des mouvements en Grèce et en Turquie, se prépare un week-end de mobilisation les 23 et 24 janvier contre la fermeture des frontières, avec des manifestations à la frontière entre la Grèce et la Turquie. Ce pourrait être l'occasion d'une mobilisation du même type à Calais et Vintimille. La coalition antiraciste et antifasciste grecque appelle par ailleurs à une journée internationale de mobilisation le 19 mars. En solidarité avec les migrantEs, contre le racisme et le fascisme, cette échéance pourrait porter aussi le lien entre le système des frontières et la guerre. Ce sera en effet l'anniversaire de l'occupation de l'Irak en 2003...

Denis Godard

« Avec tous les hommages rendus aux soignantEs suite aux attentats, on pouvait s'attendre à un moratoire dans la réforme de l'organisation du temps de travail, dans cette période troublée qui empêche tout dialogue social et mobilisation sociale »...

Effectivement, Hirsch met en œuvre toutes les mesures pratiques pour appliquer son plan de suppression de journées de RTT et de congés, et veut se débarrasser au plus vite des instances qu'il est dans l'obligation de consulter.

Il reçoit l'appui de Marisol Touraine qui a cherché à amadouer le personnel en annonçant « une mesure exceptionnelle de gratification pour les personnels qui ont eu à participer à la prise en charge entre le vendredi

AP-HP Hirsch est têtue... mais moins que l'intersyndicale!

L'intersyndicale n'en doute pas, le directeur général profite de la situation pour imposer son protocole, refusé par tous les syndicats de l'AP-HP à l'exception de la CFTD...

13 novembre au soir et lundi matin 16 novembre », ce qui a profondément indigné le personnel.

Occupation du siège

En effet, c'est toute l'année que les agents travaillent dans des conditions difficiles, qu'ils subissent des conditions de travail déplorables en raison des restrictions budgétaires imposées par le gouvernement. C'est donc toute

Cette semaine sera un moment fort dans la mobilisation des salariéEs d'Air France avec deux rendez-vous appelés par l'intersyndicale.

Ce mercredi 2 décembre, les salariéEs mis en cause après l'investissement du 5 octobre et le fameux arrachage de chemise passent devant le tribunal correctionnel de Bobigny. On sait à l'avance que cette audience ne fera que repousser la véritable audience et les plaidoiries qui devraient avoir lieu seulement au printemps prochain. Mais la mobilisation devant le tribunal de Bobigny est heureusement maintenue, et il est plus que jamais nécessaire de montrer notre solidarité avec les 5 inculpés pour l'exemple... Car il s'agit bien de faire un exemple.

Ce mercredi 2 décembre, et après on continue!

Le 5 octobre dernier, nos dirigeants et nos patrons ont pris peur. Les salariéEs ont exprimé leur juste colère, ils ont montré que le mouvement social pouvait se réveiller. Alors dirigeants et gouvernants veulent sévir, condamner. Les salariéEs en question sont déjà licenciés mais ce n'est pas suffisant. Il faut que la justice pénale, la justice d'État, sévisent aussi. Parce que l'enjeu est réel: il s'agit de criminaliser l'ensemble du mouvement social pour bâillonner toute contestation. Ils veulent briser les possibilités de résistance. Pour éviter que la colère des travailleurs, de la jeunesse, des précaires, chômeurs ou retraités débordent un jour.

C'est pour cela que nous sommes dans la rue, en soutien aux 5 d'Air France, ce mercredi 2 décembre. C'est aussi pour cela qu'au printemps prochain, nous serons toujours là en soutien des inculpés lors de leur jugement. Parce que l'enjeu dépasse Air France, il n'y aura pas que les salariéEs de la compagnie qui seront présents devant le

tribunal de Bobigny: l'ensemble du mouvement syndical, notamment la CGT et Solidaires, se mobilisent aussi contre la répression.

Une intersyndicale soudée... malgré ses limites

L'intersyndicale d'Air France appelle également à un sit-in ce jeudi 3 décembre dans le siège de l'entreprise à Roissy. Cela montre la volonté de redevenir « respectable ». Même si l'intersyndicale soutient – à juste titre! – les inculpés, elle souhaite surtout éviter à présent tout « débordement »: il faut montrer un visage lisse et apaisé, prêt au « dialogue social »... Alors même que l'on est face à une direction qui ne souhaite pas, elle, dialoguer!

Pour le moment cette intersyndicale est restée soudée malgré ses contradictions. Elle est composée d'organisations représentant l'ensemble des personnels – hôtesses, stewards, personnels au sol et pilotes – ce qui est en soit une victoire au sein d'Air France. La direction a trop longtemps joué et

appuyé sur les divisions syndicales et les divisions entre catégories de personnel. L'intersyndicale réussit à produire en commun des appels à mobilisation, communiqués et analyses. C'est le résultat de compromis des différentes organisations qui pour le moment restent unies pour la défense des 5 inculpés et contre les suppressions d'emplois. Mais cette unité a ses limites, notamment dans la construction des mobilisations et les appels à la grève. Jusqu'à présent, le puissant SNPL, syndicat ultra-majoritaire chez les pilotes, refuse d'appeler à la grève. Une partie des autres organisations corporatistes de navigants ont les yeux rivés sur le SNPL et l'attendent pour bouger. Mais cela évolue favorablement: pour les 2 et 3 décembre, le SPAF et ALTER, les deux autres syndicats de pilote, appellent à la grève. Chez les hôtesses et stewards, seuls SUD Aérien et la CGT appellent à la grève. Au sol, cet appel est passé par SUD Aérien, la CGT et des sections de FO et de l'UNSA.

Prendre exemple sur Lufthansa

Ces appels à plusieurs vitesses, qui peinent à se construire, démobilisent les salariéEs. Il n'y aura donc pas de grève massive en cette

première semaine de décembre. Mais c'est la construction d'un mouvement qui reste encore devant nous, car le plus dur reste à venir pour les agents d'Air France. Les annonces concrètes d'augmentation du temps de travail et de suppression de postes vont arriver. Certains salariéEs, et leurs organisations, sont en attente de voir à quelle sauce ils vont se faire manger. Mais les mesures antisociales font finir par tomber, et c'est dès maintenant qu'il faut construire nos réponses à ces attaques.

Le modèle de la direction d'Air France est Lufthansa. Aujourd'hui les salariéEs de Lufthansa subissent des attaques comparables à celles que subissent les salariéEs d'Air France, cela alors même que leur compagnie s'apprête à annoncer des résultats record! Mais chez Lufthansa, les personnels navigants ont fait une grève suivie pendant plusieurs jours au mois de novembre, avec un impact réel sur la production. S'ils n'ont pas encore gagné sur leurs revendications, notamment sur leur régime de retraite, leurs collègues du sol viennent d'obtenir une revalorisation de salaire. C'est maintenant aux salariéEs d'Air France de prendre exemple sur leurs collègues allemands.

Correspondant

AIR FRANCE

Aujourd'hui et demain, on est toujours là!

SÉCURITÉ RENFORCÉE DANS LES AÉROPORTS



CHARMAG

PROJETS DE LOI

Pendant l'état d'urgence, la casse de la santé continue!

Avec des trémolos dans la voix, Marisol Touraine, ministre de la Santé a salué les personnels de santé « héroïques », en ouvrant les derniers débats parlementaires sur la loi dite de « modernisation du système de santé ». Dans le même temps, la discussion sur le projet de loi de financement de la Sécurité sociale se termine elle aussi.

L'indécence de ce gouvernement n'a décidément aucune limite. Sa manière de remercier le service public de santé et ses professionnels qui ont fait face à une situation dramatique lors des attentats du 13 novembre... consiste à faire voter des

lois qui détruisent un peu plus l'hôpital public. Les « héros » vantés par Touraine sont chaque jour plus malmenés, épuisés, et les textes défendus par le gouvernement vont encore aggraver la situation. Quant à la droite parlementaire, si elle dénonce l'utilisation de l'état d'urgence,

GLYPHOSATE Un danger ignoré par l'Europe

Le 20 mars dernier, le CIRC (Centre international de recherche sur le cancer), organisme des plus sérieux qui étudie toutes les questions relatives au cancer pour l'OMS (Organisation mondiale de la santé), classait l'herbicide le plus utilisé au monde comme cancérigène probable. Il affirme disposer de fortes preuves établissant les toxicités de cette molécule sur l'ADN de tous les êtres vivants...

On ne compte plus les scandales dans lesquels l'EFSA (European food safety agency, agence européenne de sécurité des aliments en bon français) a été impliquée, la plupart du temps du fait de conflits d'intérêt impliquant plusieurs de ses experts ou dirigeants... ayant des liens avec les industries que l'agence est censée superviser. Son avis était aussi très attendu car il est généralement suivi par la Commission européenne (dont on connaît l'indépendance vis-à-vis des lobbies de la chimie!) qui doit renouveler l'autorisation de mise sur le marché pour les dix années à venir.

Le produit phare de Monsanto est produit à plus de 700 000 tonnes par an. Il est connu pour son association avec les OGM dits Roundup-ready, ces plantes imbibées de glyphosate qui deviennent résistantes au produit, que nous consommons en mangeant de la viande d'animaux nourris avec des OGM, ou directement des aliments en contenant. La question de la toxicité du glyphosate est donc une question de santé publique majeure. Alors par quel tour de passe-passe l'EFSA arrive-t-elle à la conclusion opposée de celle du CIRC?

Des pseudo-scientifiques à la solde des industriels de la chimie

Le glyphosate n'est jamais utilisé pur car il ruissellerait sur les feuilles et serait inefficace. Il est donc toujours vendu mélangé avec un adjuvant, et on soupçonne depuis fort longtemps que ces adjuvants jouent un rôle clé dans la toxicité du glyphosate. De nombreuses études sur le terrain montrent que ces produits sont génotoxiques. Pas gênant pour l'EFSA qui tout bonnement a décidé de les ignorer sous prétexte que le glyphosate n'était pas pur! Avec ce genre de raisonnement, on pourrait ignorer toutes les études sur la toxicité de l'alcool puisque on ne le boit pas pur...

Concernant la méthodologie, ni l'EFSA ni le CIRC ne font des études propres, mais recensent et étudient les recherches existantes. Pour le CIRC, seules les études scientifiques publiées (et donc validées par des scientifiques) sont dignes d'être utilisées, alors que l'EFSA n'hésite pas à prendre en compte les études non publiées (comprendre les études des industriels...). On retrouve ici exactement le même problème qu'avec les OGM (pas surprenant puisque ce sont les mêmes entreprises qui sont concernées...), où l'Europe autorise des substances ou semences... en se basant sur les recherches de Monsanto et consorts! C'est ce qui a permis pendant des années à Monsanto de prétendre que le glyphosate était un désherbant propre, biodégradable.

Ça ne s'arrête pas là, puisque l'EFSA n'hésite pas, contre toutes les règles scientifiques, à utiliser des groupes témoins constitués de souches de souris différentes ou des groupes de témoins « historiques » qui n'ont rien à voir avec ces études.

N'étant pas à une contradiction près, l'EFSA a fixé un seuil de sécurité toxicologique qui indique qu'il ne faudrait pas consommer plus de 0,5 mg de glyphosate par kg de poids. On se demande bien pourquoi puisque ce produit est prétendument non toxique...

Il est clair que l'EFSA avec la bénédiction de la Commission européenne est gangrenée par des pseudo-scientifiques à la solde des industriels de la chimie. Les conséquences sanitaires risquent d'être catastrophiques: il suffit de voir les effets de l'exposition des populations au glyphosate dans les zones (particulièrement en Amérique du sud) où les OGM sont semés à grande échelle: cancers, malformation.

Commission nationale écologie



Attention cancer... PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

PORT DE GENNEVILLIERS (92) Geodis en grève, tout est bloqué!

Les 50 salariés des quais de la plateforme Geodis du port de Gennevilliers, entreprise de transports routiers, sont presque tous en grève depuis mercredi 18 novembre avec leur syndicat CGT.



Bénéfices pour Geodis, salaires de misère pour eux. DR

La plateforme est bloquée. Aucun camion ne rentre ou ne sort, sauf ceux que les grévistes ont décidé de laisser passer, comme les chargements de médicaments urgents ou d'animaux. Leurs revendications: 200 euros d'augmentation pour tous, embauche des intérimaires qui sont nombreux en permanence sur le site, et une prime de 600 euros pour la fin d'année.

La colère a débordé quand, suite à une expertise demandée par le comité d'entreprise, ils ont eu la confirmation que le site de Gennevilliers faisait des bénéfices extraordinaires alors que les salaires restent misérables. Ainsi un salarié avec plus de 30 ans d'ancienneté, travaillant la nuit, gagne 1600 euros net et beaucoup ont à peine 50 euros au-dessus du Smic.

De plus, les travailleurs en ont ras-le-bol du mépris constant de la direction et de la hiérarchie.

Solidarité avec les grévistes de Geodis Gennevilliers!

La direction n'a pas encore daigné ouvrir des négociations et cherche à intimider les grévistes: menaces de licenciement, citation en référé le jeudi 26 au tribunal de Nanterre et, après le refus du juge d'obtempérer immédiatement, tentative de faire sortir en force des camions.

Tout cela, en vain, les grévistes restent déterminés. Ils peuvent compter sur la solidarité des salariés des autres plateformes Geodis qui ont refusé de traiter les chargements devant passer par Gennevilliers. Ils sont soutenus activement par l'UL CGT de Gennevilliers et le syndicat national des salariés des filiales SNCF, Geodis ex-Calberson.

Correspondant

RENNES CHGR

La grève!

Lundi 23 novembre, les salariéEs du centre hospitalier Guillaume-Régnier bloquent l'entrée de ce que tout le monde connaît à Rennes comme le CHGR... Un barrage filtrant plutôt symbolique tenu par quelques dizaines de grévistes de la CGT et de Solidaires.

« C'est le premier jour, il faut lancer la machine, on débraye de 14h30 à 16h30. Demain, ce sera l'équipe de nuit, jeudi et vendredi ce sera toute la journée », nous dit une gréviste, à la barrière. « Bien sûr, la suppression de RTT, ça nous fait râler, mais c'est surtout la dégradation des conditions de soins qui nous mobilise: suppressions d'emploi, modification de l'organisation du travail, tout va se faire au détriment des patientEs. Et ça on ne le supporte plus! »

Déjà le 3 novembre, les salariéEs s'étaient mis en grève contre l'hôpital, et avaient manifesté nombreux. Un événement très remarqué sur la ville. Puis, le 10, une très grosse AG s'était tenue au sein de l'établissement, AG qui avait décidé de passer un cran au-dessus dans la mobilisation.



Les revendications s'affichent. DR

Cap sur le CTE

Le report d'une semaine de la grève, à cause des attentats de Paris, n'a pas entamé la détermination des salariéEs. Face à une direction sourde et aveugle, ils et elles veulent se faire entendre, et refusent l'amputation de leurs RTT – chacunE en perdrait 5 –, la suppression de 23 postes de CDD – ce qui dégraderait encore les conditions d'accueil et de soin –, la réorganisation – c'est-à-dire la désorganisation du travail – qui les conduirait à terme à travailler sur des vacations de 12 heures, et qui vont d'ores et déjà amener celles et ceux de la nuit à travailler deux vendredis de plus par mois.

Vendredi 27 novembre, bilan de la semaine, une grève significative « qui a contraint la direction, toujours fermée à nos exigences, à procéder à des réquisitions », nous dit un syndicaliste. « La prochaine AG doit décider des modalités d'action pour la semaine qui vient, mais d'ores et déjà une grosse action est prévue pour le jeudi 3 décembre », jour du CTE (comité technique d'établissement). « De toute façon, ajoutez son camarade, on ne lâchera rien! ».

Le NPA Rennes apporte tout son soutien à la lutte des salariéEs du CHGR, et fait son possible pour la populariser!

CorrespondantEs

pour « passer en force » et interdire les manifestations... c'est uniquement quand il s'agit de sa clientèle de médecins libéraux mobilisés contre le tiers payant.

Le Sénat, passé à droite, avait en septembre revu à sa façon la loi Touraine, mais il n'en avait bien sûr pas remis en cause les aspects fondamentaux. Et pour cause: dans la foulée de la loi Bachelot, ce texte poursuit la réorganisation du système de soins, en réduisant la place de l'hôpital public et en lui substituant des dispositifs privés commerciaux, libéraux ou associatifs. Le Sénat avait supprimé l'instauration du tiers payant prévu d'ici 2017. Il soutenait ainsi la mobilisation réactionnaire des syndicats de médecins libéraux scandaleusement opposés à une mesure qui devrait permettre, même si elle est loin de tout résoudre, d'améliorer l'accès aux soins,

en dispensant les malades de l'avance du prix des consultations.

Privatisation et restructuration

Dans l'optique du gouvernement, la fonction de ce nouveau passage devant l'Assemblée nationale est de rétablir les dispositions supprimées par le Sénat pour revenir au texte voté en avril. A cette occasion, les syndicats de médecins libéraux avaient décidé le 13 novembre un « vendredi noir » qui devait marquer une nouvelle offensive contre le tiers payant, offensive interrompue suite aux attentats et à l'instauration de l'état d'urgence. Le texte va être adopté rapidement. Il donnera au gouvernement de nouveaux moyens pour privatiser la Sécurité sociale (la loi supprime la distinction entre la Sécu et les assurances complémentaires). Les restructurations hospitalières vont

être accélérées par l'obligation faite aux hôpitaux publics de se regrouper au sein d'un « Groupement hospitalier de territoire » auquel pourront adhérer les cliniques privées si elles jugent l'opération juteuse. Enfin, la seule disposition positive introduite par les députés en avril, la suppression du réactionnaire Ordre infirmier, abrogée par le Sénat, n'est pas rétablie...

Le gouvernement a donc désormais les mains libres pour passer à la vitesse supérieure, car si le Pacte de responsabilité est remis en cause pour la police, l'armée et le tout sécuritaire, pour Hollande, Valls et Touraine, il n'est évidemment pas question d'y toucher dans la santé. Tel est le but du projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2016 qui sera adopté, lui aussi dans le silence pesant de l'état d'urgence, dans les jours qui viennent.

Au nom de la « lutte contre le déficit », il limite les dépenses de santé à un niveau jamais vu (voir l'Anticapitaliste n°306).

Malgré un contexte difficile, la mobilisation reste donc plus que jamais à l'ordre du jour. J.C. Delavigne



Dans la manifestation du 8 octobre dernier. PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

Les comités en action!

Toulouse (31) En réunion avec Christine Poupin... puis en manif!

Jeudi 26 novembre, nous étions 60 à la réunion publique sur le climat avec Christine Poupin. Affluence un peu décevante, mais le climat post-attentats a dû peser. Une première intervention pour dénoncer les attentats mais aussi la politique de Hollande et son état d'urgence, puis un camarade cheminot a fustigé la politique des transports du gouvernement... et de la direction SNCF (transfert du fret ferroviaire sur Geodis, sa filiale, et suppression de trains au profit de bus Macron). Un autre camarade a critiqué les grands projets inutiles. Enfin, Christine a dénoncé les fausses solutions du «capitalisme vert» ou du marché Carbone, ainsi que l'hypocrisie générale du projet d'accord au rabais de la COP21, insistant sur l'incapacité du système d'empêcher le réchauffement et d'affronter ses effets. L'événement de la semaine aura été la manifestation de dimanche: alors que peu d'organisations avaient maintenu leur appel à manifester, au moins 1500 personnes (2500 selon la presse) se sont rassemblées à la station Capitole. Après qu'une «chaîne» soit partie, une manifestation s'est lancée, derrière la banderole du NPA, longeant la chaîne. Si les manifestants se sont ensuite séparés (certains retournant au point de départ pour des actions «festives» tandis que les autres, dont le NPA, s'engageaient sur les boulevards au cri de «État d'urgence, état policier, on ne nous empêchera pas de manifester»), tous étaient satisfaits d'avoir bravé l'interdiction.

Besançon (25) Succès du meeting avec Olivier Besancenot.

Jeudi 26 novembre, Besançon a réservé un excellent accueil à Olivier Besancenot. C'était son premier meeting dans la capitale franc-comtoise et le succès était au rendez-vous: 180 personnes dont beaucoup de jeunes. Une camarade du comité bisontin a fait une intervention très argumentée sur le hochet médiatique gouvernemental du moment, la 21^e conférence sur le climat (COP21). Tous les États feignent d'être conscients des conséquences dramatiques du réchauffement climatique mais ne veulent surtout pas changer le système qui l'organise. Puis Olivier a centré son propos sur les attentats du 13 novembre, le terrorisme lâche et aveugle, les origines de Daesh, la responsabilité des États qui vont faire la guerre pour leurs intérêts propres en se substituant aux forces d'opposition internes. Soulignant le climat délétère qui règne actuellement en France, entre l'état d'urgence et les interdictions de manifester, le climat de peur, de stigmatisation des musulmans (les premières victimes de Daesh à l'échelle du monde), il a exhorté le public à résister, moralement, humainement et politiquement, à se battre pour que vive un mouvement social fort ainsi qu'un mouvement antiguerre et antiterroriste. Le débat avec la salle a fait ressortir une adhésion forte, beaucoup de personnes disant que «cela faisait du bien» d'entendre un autre discours que les propos belliqueux et sécuritaires du gouvernement et des députés. Des personnes ont exprimé le besoin de continuer à lutter dans les mouvements sociaux, à manifester pour le climat, contre la répression syndicale. La période électorale a aussi été abordée: pour qui voter aux Régionales, alors que le NPA ne se présente pas? Olivier a renchéri sur l'urgence absolue de militer ensemble, de se réécouter, de redresser la tête et de faire confiance à nos capacités. L'Internationale a clôturé cette soirée chaleureuse qui s'est terminée autour d'un pot convivial.

Tarbes (65) Réunion publique sur le climat avec Christine Poupin.

Vendredi 27 novembre, notre porte-parole a commencé son séjour par une visite à la ZAD de Bordères-sur-l'Échez. Sur le site où doit être construite une usine de tri-mécano-biologique, le responsable de l'association qui organise la résistance de la population locale (Adrise) a expliqué le sens de ce combat contre un projet générateur de nuisances olfactives et de rejets d'H2S (Plus d'infos sur <https://sites.google.com/site/associationadrise>). Une rencontre et une discussion fort sympathiques s'en sont suivies avec les Zadistes qui occupent le lieu depuis deux mois. En fin d'après-midi, une vingtaine de personnes ont participé à la réunion publique sur le climat. La réunion a commencé par une introduction locale sur les crimes de Daesh et ses origines historiques et la situation générée par les attentats du 13 novembre, en particulier

Suivez l'argent!

Dans un budget, l'argent, ça rentre... et ça sort. Et au NPA, pourquoi et comment?

D'où vient-il?

Le NPA n'a que deux sources de financement: les cotisations versées par ses membres, et les dons versés par ses sympathisants... et par certains de ses membres. Eh oui, certains d'entre eux donnent un petit plus en fin d'année. N'ayant pas récolté plus de 1% des suffrages dans 50 circonscriptions lors des dernières législatives en 2012, soit le ticket d'entrée pour commencer à toucher l'aide de l'État, le NPA ne touche plus un centime d'argent public, comme ce fut le cas entre 2007 et 2012. Le NPA se retrouve donc dans une situation de totale

indépendance financière. Mais celle-ci a, si l'on ose dire, un coût..

Car si le NPA n'a jamais voulu construire son budget courant à partir des aides publiques de la législature 2007-2012 pour justement préserver son indépendance structurelle vis-à-vis de l'État, ce financement lui permettait d'avoir une trésorerie et d'assurer une certaine présence électorale. La philosophie était donc globalement la suivante: l'argent des militants et sympathisants allaient au budget courant, l'argent de l'État «revenait» à l'État dans le cadre des différents scrutins auxquels participaient le NPA.

Dépourvu d'aides depuis 3 ans, le NPA est donc structurellement en capacité d'assurer ses dépenses courantes. Rien de plus. Notre absence aux élections régionales de ce week-end en est la conséquence brutale.

Nos recettes couvrent donc tout juste nos dépenses. Et nous n'avons pas de trésorerie. En clair, les sous sortent au compte-gouttes, au fur et à mesure qu'ils entrent...

Où va-t-il?

Pour fonctionner, notre parti imprime un journal hebdomadaire et une revue mensuelle, des tracts, des affiches, des autocollants et des brochures. Il doit aussi en payer le transport et la diffusion. Si la quasi-totalité des tâches sont prises en charge bénévolement, et ce à tous les niveaux, il doit malgré tout rémunérer quelques permanents indispensables au niveau central. Nos modestes locaux doivent être assurés, entretenus, leurs charges payées. Des salles et du matériel de sonorisation doivent être loués pour nos meetings ou pour différentes manifestations. Des commissaires aux comptes doivent être payés pour certifier nos comptes annuels, étape légalement indispensable. Poste coûteux, les déplacements des militants pour les réunions internes,

comme ceux de nos porte-parole, doivent être remboursés. Et pourtant, tout le monde voyage en classe éco, personne ne se fait rembourser le moindre sandwich... Et bien sûr, les communications doivent être réglées, des consommables en tous genres doivent être commandés pour «faire tourner la boutique»...

Redisons-le: si toutes ces dépenses courantes sont aujourd'hui couvertes, tout se joue sur le fil, tout est calculé au minimum, sans trésorerie. Chacun de vos euros est donc précieux pour couvrir ce budget minimal, lequel ne comprend donc pas les très coûteuses échéances électorales, et tout mouvement d'ensemble qui, par définition, ne se prévoit pas.

Et que dire des frais de justice qui risquent d'exploser dans le cadre de l'état d'urgence (bientôt permanent...)? Car braver l'interdiction de manifester a aussi un coût financier. L'argent est bien le nerf de la guerre.

Sylvain Madison

POUR NOUS AIDER
<http://www.npa2009.org/souscription>

Tribune

Élections régionales: une consigne de vote regrettable

Le Conseil politique national du NPA a décidé d'appeler à voter *Lutte ouvrière* aux élections régionales...

La motion majoritaire explique que le vote LO permettra de faire entendre nos revendications pour «la répartition du travail entre toutes et tous, une forte revalorisation des salaires et des pensions comme des minima sociaux, la défense des services publics, l'annulation de la dette et le contrôle des travailleurs et de la population sur l'économie, les banques, la marche de la société». En revanche, le texte majoritaire ne dit rien sur les questions écologiques (nucléaire, productivisme,

grands projets inutiles, etc.), ni sur les luttes féministes ou antiracistes qui font pourtant partie de l'ADN politique du NPA.

Cette restriction de notre programme aux seules luttes économiques permet à la motion majoritaire de minimiser nos divergences avec LO et de conclure que «quels que soient les désaccords que nous avons avec ces camarades, le NPA appelle à voter pour ces listes [de Lutte ouvrière], clairement dans le camp du monde du travail et en totale indépendance vis-à-vis des partis au pouvoir nationalement ou localement». Pour notre part, si nous sommes d'accord pour appeler à ne voter que pour les listes qui se situent «clairement dans le camp du monde du travail et en totale indépendance vis-à-vis des partis au pouvoir nationalement

ou localement», nous considérons que nos divergences programmatiques avec LO ne se limitent pas à quelques désaccords suffisamment flous pour ne pas être explicités.

Plus que jamais, une force anticapitaliste large

Ainsi, nous estimons que la rupture avec le productivisme est un horizon essentiel de notre projet d'émancipation politique et que les luttes féministes ou antiracistes constituent une composante majeure de notre projet de transformation révolutionnaire de la société. Par ailleurs, nous considérons que la situation politique est par trop dégradée pour que nous puissions nous satisfaire de voter pour une organisation qui n'a d'autre projet d'offrir au monde du travail qu'un

simple ralliement à son propre programme, sans ouvrir la moindre perspective de construction d'un mouvement d'ensemble. La montée en puissance du FN exige une toute autre réponse.

C'est pourquoi, nous avons voté contre cette motion, en proposant une autre formulation qui appelait «à se mobiliser durant la campagne contre le Front national, à rejeter dans les urnes les politiques libérales portées par le PS et la droite et à ne voter que pour les listes qui s'opposent clairement aux politiques d'austérité et au gouvernement, tant au niveau national que régional». Si elle avait trouvé une majorité, cette formulation aurait permis de rappeler qu'aucune force nationale – pas plus LO que le Front de gauche – n'est aujourd'hui en mesure de proposer aux opprimés un projet global d'émancipation et qu'il est plus que jamais nécessaire de construire une force anticapitaliste large, tout à la fois unitaire et radicalement indépendante du PS. **L'équipe d'animation de la P1**

l'état d'urgence et les interdictions de manifester pendant la COP21. Notre porte-parole et membre de la commission nationale écologie, Christine Poupin, a ensuite fait un passionnant exposé sur la question climatique. Elle a expliqué de manière détaillée le processus de changement climatique, les risques liés à une accélération de celui-ci, les responsabilités des entreprises, la mascarade des rencontres internationales... Et les tâches qui incombent à la mobilisation internationale pour inverser le cours des choses, donc sortir du capitalisme.

Dinan (22) En réunion publique avec Philippe Poutou.

Vendredi 27 novembre, une trentaine de personnes, quelques nouvelles têtes et d'autres qui s'étaient éloignées du NPA, étaient présentes. Fin d'une journée où l'émotion suscitée par la tragédie des attentats de Paris a été récupérée jusqu'à la nausée aux Invalides par ceux qui en portent une large part de responsabilité. La ville de Dinan n'était pas pavoisée de bleu, blanc, rouge malgré les efforts du maire. Deux interventions précédaient celle de Philippe. Une sur le contrôle des chômeurs, énième croisade du gouvernement contre les prétendus «faux chômeurs» qui se traduit en Bretagne par une «brigade» de 9 «conseillers» qui ne font que du contrôle avec radiations à la clé, bien sûr. Dans une deuxième intervention, un camarade du NPA qui milite également à l'AFPS et à l'UJFP nous a parlé de la lutte du peuple palestinien sur une terre où le macabre décompte des morts se fait dans l'indifférence générale des États, en particulier de la France. Philippe a axé son intervention autour

Meeting 400 personnes contre le terrorisme, l'état d'urgence et le racisme



PHOTO THÈQUE ROUGE / MLO

Sous le mot d'ordre «Leurs guerres, nos morts», des centaines de personnes ont participé au meeting du NPA mardi 24 novembre à Paris. Outre un militant kurde, une migrante éthiopienne et un camarade d'Air France, le NPA a ouvert son meeting à d'autres organisations, Lutte ouvrière, Alternative libertaire et Voie prolétarienne, qui y ont aussi pris la parole. Christine Poupin et Olivier Besancenot y sont intervenus pour le NPA.

Vidéo du meeting:

<https://youtu.be/u-0e5kkUVig>

de l'état d'urgence qui ouvre devant nous une période où notre militantisme va devoir s'organiser pour résister à une répression et une attaque des libertés sans précédent pour notre génération. Les convocations, les assignations à résidence de militants ayant déjà commencé. La police qui bénéficiait déjà d'une totale impunité en cas de violence multiplie les perquisitions musclées. Philippe a également dénoncé l'unanimité de la

classe politique à porter les «valeurs» jusqu'ici réservées à l'extrême droite, et le vote du Front de gauche pour l'état d'urgence. Plus que jamais, il va falloir se lever contre les paroles et actes racistes, en particulier anti-arabes et islamophobes, et maintenir, état d'urgence ou pas, les manifestations prévues. Tout ceci ne nous a pas empêché de lever nos verres à un monde meilleur et à cette réunion extrêmement chaleureuse qui nous a remis du «baume au cœur».

Expositions

« Dévider le réel » et « Picasso, horizon mythologique »

Respectivement jusqu'au 17 janvier 2016 et jusqu'au 31 janvier 2016. Les Abattoirs à Toulouse

Dans le cadre du 30^e anniversaire du Musée national Picasso-Paris, Toulouse présente aux Abattoirs « Picasso, Horizons mythologiques », une trentaine d'œuvres, depuis la fin des années 1910 au milieu des années 30. Cette période d'entre-deux-guerres nous montre le côté cubiste de Picasso, entremêlé avec le surréalisme, la mythologie antique, les créatures monstrueuses...

Présentée comme l'expo de l'année dans la ville rose, on peut expliquer cet engouement par le don de l'artiste en 1965 à la ville de Toulouse d'un rideau de scène : « la dépouille du minotaure en costume d'Arlequin », qui reste aujourd'hui présent aux abattoirs comme une référence en termes de patrimoine culturel de la ville. S'il était impensable de parler des Abattoirs sans évoquer Picasso, l'expo « Dévider le réel » est à retenir ! Ce nom est emprunté à un essai du critique d'art Michel Tapié en 1952. Cette collection suggère une poursuite entre l'art et le réel, et dans la présentation faite par les Abattoirs, il est dit : « Dévider le réel, ce n'est pas le vider pour l'épuiser, mais le dérouler, le devancer et courir après lui pour rendre compte de son intensité. » On rentre dans cette exposition avec l'enseigne lumineuse du collectif « À La Plage » : « La réalité n'existe pas ». Tout au long du parcours proposé, on se questionnera sur le temps, l'histoire, l'actualité et la question : qu'est-ce que le réel ?



Ainsi Valérie Snobeck filme pendant 1 heure le démontage d'une montre, avec de longs passages où le minuteur continue de tourner, comme impassible. Une opération froide et technique. Deux œuvres sont surtout incontournables : « Le Refuge » de Stéphane Thidet et « Claude » de Claude Lévêque.

Entre l'art et le réel

« Le Refuge » de Stéphane Thidet revient sur Toulouse aux Abattoirs après un 1^{er} passage en 2007 dans le cadre du Printemps de septembre (« Wheel »), et on ne se lasse pas de cette œuvre inspirante et envoûtante. C'est dans cet abri censé nous protéger que la pluie s'est invitée. Cet abri, qui

devrait nous inspirer la chaleur d'un cocon, nous évoque ici un sentiment de répulsion en même temps que d'attraction. Claude Lévêque n'en est également pas à sa première rencontre avec Toulouse. Son installation « RDV d'automne », dans le cadre du Printemps de septembre 2008 (« Là où je vais je suis déjà »), avait marqué les esprits en sublimant la maison éclusière. Le nom donné à cette œuvre est « Claude », tel un autoportrait sombre. Œuvre minimale et intense, le visiteur se trouve plongé dans le noir, et avance au son des coups de feu pour arriver dans la pièce où des éclairs de lumière accompagnent les sons. L'œuvre joue sur nos peurs et l'artiste lui-même déclare : « Pour moi une œuvre est réussie quand le visiteur ne peut pas rester plus de 3 secondes à l'intérieur ». Sur la passerelle entre l'art et le réel, Tristan Tzara a une salle dédiée, avec « Le dossier individuel d'étranger de Tristan Tzara ». Poète, dramaturge, critique d'art et littéraire, artiste engagé, juif, communiste, il est essentiellement connu pour être le cofondateur du mouvement Dada. Présent à Toulouse entre 1944 et 1945, il marquera la ville avec la création de l'Institut d'études occitanes. Si l'exposition Picasso est incontournable, la bonne surprise des Abattoirs se situe au rez-de-chaussée, où il nous est proposé une exposition dans un esprit très Printemps de septembre, pour notre plus grand plaisir ! « Le Refuge » s'appréciant à sa juste valeur avec peu de luminosité, l'obscurité apportée par la grisaille de l'hiver sera parfait. À noter pour un dimanche pluvieux... Lily Park Exposition gratuite chaque 1^{er} dimanche du mois

Essai

Les saboteurs du climat, Nicolas de La Casinière

Seuil, 2015, 10 euros

L'auteur Nicolas de La Casinière est correspondant à Nantes pour Libération et Reporterre. Il mène ici une enquête détaillée fourmillant d'informations méconnues sur ces saboteurs. Il les montre à visage découvert : « mieux les connaître pour mieux les combattre ». Il se rend sur leurs lieux d'exploitation et rapporte la parole des populations concernées. Ces saboteurs, ce sont « 90 grandes firmes seulement, responsables des 2/3 des émissions mondiales de GES ! » Pétrole, charbon, pneus, banques... elles se disent toutes « écoresponsables », obtiennent des labels verts et participent à la COP21 ! Certaines sont françaises et quelques-unes ont l'État pour actionnaire. Le charbon, abandonné ici, exploité ailleurs. Le groupe familial français SparklingCapital s'est spécialisé dans les charbonnages lointains... EDF, détenue à 88% par l'État, et Engie, à 33%, détiennent 46 centrales à charbon. Ils émettent 151 millions de tonnes de CO₂ (1/2 de la France). EDF est présent en Pologne, Chine,



Belgique. Engie en possède 30, dont 10 « subcritiques » : comprenez vétustes et polluantes... Le pétrole. Le responsable de Total s'auto-proclame fièrement « super pollueur » et raconte ses projets d'avenir : sables bitumineux, gaz de schiste, gaz de l'Arctique... Les pneus Michelin « roulent à l'effet de serre ». Un pneu, ce sont des hévéas et du pétrole : pour eux, l'accord parfait ! Le 2^e producteur mondial déforeste, saccage et chasse les autochtones vers les bidonvilles. Dans ce livre, il est aussi question du lobbying acharné à Bruxelles pour que rien ne change... De Bill Gates « grand philanthrope » investissant dans la bio-ingénierie au cimentier Lafarge, de GDF à ArcelorMittal qui financent toujours les sénateurs états-uniens les plus climato-sceptiques... Sa conclusion est sans appel : « Le capitalisme va esquiver, s'adapter... et poursuivre son accumulation illimitée du profit. La sortie est à chercher dans des modes de vie et des sociétés débarrassées de la domination capitaliste ». Michèle Mor

Théâtre

Le Maniement des larmes de/par Nicolas Lambert

Paris 18^e, jusqu'au 20 décembre

Nicolas Lambert s'est lancé il y a plus de dix ans dans une aventure théâtrale très ambitieuse, raconter l'histoire des trois principaux « produits du terroir français » comme il le dit lui-même : le pétrole, le nucléaire et l'industrie de l'armement. En 2004, son premier spectacle « Elf, la pompe Afrique » revenait sur le procès des dirigeants du groupe pétrolier Elf, de ce qui a été durant plusieurs décennies l'un des principaux outils de la politique extérieure de la France en Afrique. Quelque 500 représentations plus tard, il s'attaquera au nucléaire avec un second volet « Avenir radieux, une fission française ». Et depuis quelques jours, c'est le troisième volet de cette trilogie, « le Maniement des larmes » qui se joue à Paris, puis en région dans les mois à venir. Cette dernière pièce revient sur les affaires de corruption liées aux ventes d'armes, en particulier celles qui ont entouré les campagnes de Balladur puis de Sarkozy. Armement des dictatures, rétro-commissions, vente de centrales nucléaires et diplomatie occulte, sont au cœur de cette pièce qui résonne parfois étrangement avec l'actualité... Dans un dispositif scénique original très réussi, intégrant la régie et les musiciens sur le plateau, Nicolas



Lambert interprète l'ensemble des protagonistes. Flirtant avec une performance d'imitateur, le comédien et auteur nous propose en réalité un documentaire théâtral, fruit d'un long travail d'enquête. Il invente ainsi une forme de théâtre et nous propose un spectacle politique engagé. Et autant vous prévenir de suite, la pièce contient un acte de bravoure assez troublant mais très réussi : l'interprétation d'un discours de Michel Rocard ! Dans une période où les théâtres sont vides, il y en a qui méritent moins que d'autres d'être désertés... Pierre Baton et Camille Jouve Le Grand Parquet, 35 rue d'Aubervilliers, Paris 18^e. Réservations : 01 40 05 01 50 Dates de la tournée sur le site de la compagnie : www.unpasdecote.org

Cinéma

Ixcanul de Jayro Bustamante

Avec María Mercedes Croy, María Telon et Manuel Antún. Sortie le mercredi 25 novembre

María, jeune fille cakchiquel de 17 ans, vit avec ses parents dans les montagnes de l'ouest du Guatemala, dans une plantation de café sur les flancs du volcan Ixcanul. María veut échapper au mariage arrangé qui l'attend, mais elle paiera pour cela le prix fort.



Ce film évoque la condition des femmes au Guatemala aujourd'hui, mais également la situation dure des indigènes. Main-d'œuvre exploitée dans la plantation de café, alcool, isolement, discrimination linguistique... L'histoire ne cache pas la réalité violente, voire cruelle, mais pour autant la caméra ne s'enlise pas dans un portrait misérabiliste de la communauté indigène. Ixcanul n'est pas un pamphlet. Économe en mots, les longs plans-séquences nous embarquent dans un monde d'une beauté saisissante, sensuelle, âpre. Ce sont aussi les acteurs non professionnels qui donnent sans doute ce ton si juste, qui tissent ce drame avec authenticité, sans tomber dans la démonstration. Jayro Bustamante signe là un premier long-métrage très réussi. Sylvie F.

Roman

Venus d'ailleurs, Paola Pigani

Éditions Liana Lévi, 2015, 17 euros

« Mon pays se nomme Kosovë. Kosovë c'est en serbe ». Mirko et Simona sont frères et sœurs, ils ont 20 ans et débarquent en France en 2001. Ils fuient la guerre pour arriver dans un monde inconnu : la langue, les codes du centre de transit, les règles de la demande d'asile, les files d'attente avec d'autres - Kurdes, Tchétchènes, Irakiens, Rwandais. La guerre leur a volé leur jeunesse, et ils essayent de la sortir de leur vie. Elle se jette éperdument vers cette nouvelle langue, trie les mots du passé et du présent. Lui trouve un boulot sur un chantier et s'évade en dessinant sur les murs des quartiers déserts, rencontre un vieux libraire et une jeune femme, ancienne grafeuse, mais ignorante des blessures laissées - au propre comme au figuré - de sa vie d'avant. Un roman d'actualité, précis, direct et sensible sur les « migrants » anonymes. À lire également son premier roman, N'entre pas dans mon âme avec tes chaussures qui raconte l'internement d'une famille manouche au camp des Alliers entre 1940 et 1946. Christine Schneider



Rencontre

librairie
★ la-breche.com
Avec Quentin Ravelli, auteur de la Stratégie de la bactérie (médicaments dangereux, essais cliniques biaisés, experts corrompus, industrie pharmaceutique...)
VENDREDI 4 DÉCEMBRE À 18 H 30
à la librairie (27 rue Taine, Paris 12^e).

SAINT-DENIS «Aujourd'hui, on est mondialement connus comme nid de terroristes»



PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

Entretien. Samedi 28 novembre avait lieu une rencontre goûter: parents d'élèves de l'école Jules-Guesde de Saint-Denis, habitantEs du quartier, militantEs d'associations et d'organisations de la ville de Saint-Denis... Une centaine de personnes en solidarité avec les familles délogées de l'immeuble où la police est intervenue mercredi 18 novembre au matin contre les terroristes. **Chantal** est la gardienne de cette école située rue du Corbillon, à quelques dizaines de mètres de l'endroit où résidaient les terroristes auteurs des attentats à Paris et Saint-Denis.

Peux-tu nous raconter comment tu as vécu l'intervention ?

Au début, tu entends des explosions, des tirs en rafales, et tu ne sais pas ce que c'est. Tu te dis que ce sont les jeunes du quartier qui veulent jouer aux terroristes, ils ont des armes, parce que tu sais qu'ils en ont forcément... Ça tirait sans arrêt, des tirs en rafales. Je ne voulais pas appeler la police parce qu'avec le peu d'effectifs qu'ils ont ici, ils doivent être débordés d'appels. Et je me suis dit: qu'est ce qui va se passer pour moi? Je me suis dit: je vais mourir, ils vont faire péter l'école parce qu'on représente l'État, ils vont rentrer chez moi, passer par les toits, et ça va être terminé. J'ai eu très peur! On attendait que ça passe... mais ça ne passait pas! C'est par la télé que l'on a su que c'était une intervention du Raid qui cherchait un terroriste. Ceci dit, j'étais à peine plus rassurée, mais bon je savais qu'il y avait la police aux alentours. Mais c'est de la police dont j'ai eu peur aussi! Ce matin-là, j'ai vraiment été choquée, et je ne m'en remets toujours pas.

Puis étant gardienne de l'école, j'ai commencé à recevoir les appels de mes supérieurs hiérarchiques. Au début, on m'a dit de descendre et d'ouvrir, et heureusement, j'ai refusé. Ensuite, j'ai eu le contrordre de la chef de dessus de la chef du dessous (il y a beaucoup de chefs dans la fonction publique) qui m'a dit de rester chez moi et de ne pas sortir. Puis un appel du maire adjoint pour me proposer une cellule de crise... Mais ce n'est pas vraiment ce que je voulais entendre à 7h30 du matin. Ensuite, les médias m'ont harcelée toute la journée parce que BFM TV a dit que c'était au 8 rue du Corbillon, l'adresse de l'école, que ça se passait. Du coup, tout le monde m'appelait: CNN, TF1, BFM TV... je les ai tous eus, et j'avais beau raccrocher et leur dire de laisser la ligne libre pour ma famille, ça n'a pas arrêté toute la journée. On est resté enfermés, à suivre les infos à la télévision, et on n'a pas osé se mettre aux fenêtres. Quand mon mari a essayé de le faire, des policiers lui ont dit de rentrer. Le climat était vraiment tendu.

Et par la suite, l'école est restée fermée ?

J'ai proposé au maire adjoint de l'ouvrir le soir même, pour que les gens puisse venir ici, même si ça va pas bien, mais au moins pour se voir, pour discuter. L'école est un lieu public, et pour moi, elle devait être ouverte, c'était la moindre des choses. Le lendemain, la rue était bloquée: d'un côté les journalistes, de l'autre la police scientifique. Ce n'était donc pas possible de rouvrir, mais on aurait pu le faire dès le lendemain. On n'accueillait pas les enfants, mais

on aurait pu ouvrir en soirée pour les habitants du quartier. Il a fallu attendre 10 jours (!) pour pouvoir dire aux gens de venir à l'école, pour discuter, mettre des mots sur ce qu'on a ressenti, créer du lien. Pourtant dès le jeudi matin, des parents sont venus, car ils ne savaient pas que l'école était fermée. Ils étaient en état de choc, ne comprenaient pas ce qui s'était passé. Pour autant, les parents ne sont pas allés dans les cellules psychologiques installées à la périphérie du quartier, près de la mairie. Celles-ci ne sont pas venues sur place, et les habitants n'y sont donc pas allés. J'ai vu une maman qui a un enfant scolarisé ici. Elle a aussi un bébé et une sœur majeure. La maman travaille dans le métro à Invalides, mais elle ne peut plus y aller parce que sa sœur ne veut plus rester seule. Le petit ne dort pas et fait des crises pendant la nuit. Plus personne ne dort... J'ai donc alerté l'équipe psy pour la petite, la maman y est aussi allée. Ils avaient tellement de monde qu'ils ont dû faire au plus urgent et n'ont pas pu réellement l'écouter. Ils lui ont donc donné des cachets pour dormir, mais ce ne sont pas les cachets qui peuvent lui permettre de surmonter ce qu'elle a subi. Une autre personne refusait de parler. Elle voulait simplement partir de là, sur la défensive, nerveuse. Je pense qu'elle a besoin d'aide. Il faudrait qu'on aille toquer à sa porte et lui dire qu'on est là si besoin...

Dans le quartier, les immeubles sont classés par pays. À côté, ce sont les hispanos, l'autre l'Afrique du Nord, en face des gens des pays de l'est. Il y a aussi un trans - au milieu de gens qui ne sont pas forcément sympa avec elle - qui n'ose pas trop sortir, vraiment choquée. Le soir quand il/elle - je ne sait pas comment dire - rentre, elle ne sait pas quoi faire, ne sait plus où regarder. Et au moindre bruit, elle sursaute. On lui a dit de venir aujourd'hui, mais elle n'a pas osé. Je vais aller la chercher, pour essayer de créer un contact, qu'elle vienne, qu'elle parle...

Quel bilan tires-tu de la rencontre d'aujourd'hui ?

Assez positif. Je suis assez contente du monde qu'il y a. La majorité de ceux qui sont venus sont des parents d'élèves, mais je suis déçue que les gens qu'on a vus pendant le porte-à-porte soient très peu venus. On a fait la tournée du quartier. Là où on ne pouvait pas entrer, on a affiché, mis des tracts sous les portes, mais je comprends que les gens, s'ils n'ont pas quelqu'un en face d'eux, ne viennent pas. Pourtant c'est eux qui ont le plus besoin d'aide. C'était super important d'ouvrir l'école, ça faisait une semaine qu'on le demandait mais sans

les soutiens, cela n'aurait pas été possible. Seule, je n'y serais pas arrivée. Il faut que la municipalité prenne cela en compte: ouvrir les écoles, que les gens puissent y venir. C'est un lieu où les gens sont rassurés, où ils savent qu'ils sont en sécurité.

Comment as-tu réagi à Saint-Denis «sous tutelle», à l'image donnée de la ville ?

Très mal. J'accuse énormément les médias qui veulent faire de l'audience. C'est eux qui donnent la parole à des gens qui foutent la trouille aux Français et les montent les uns contre les autres. Saint-Denis a été un spectacle: après les attentats au stade de France et au Bataclan, il fallait montrer qu'on va attraper des terroristes. Et Saint-Denis a une forte population maghrébine, avec beaucoup de musulmans...

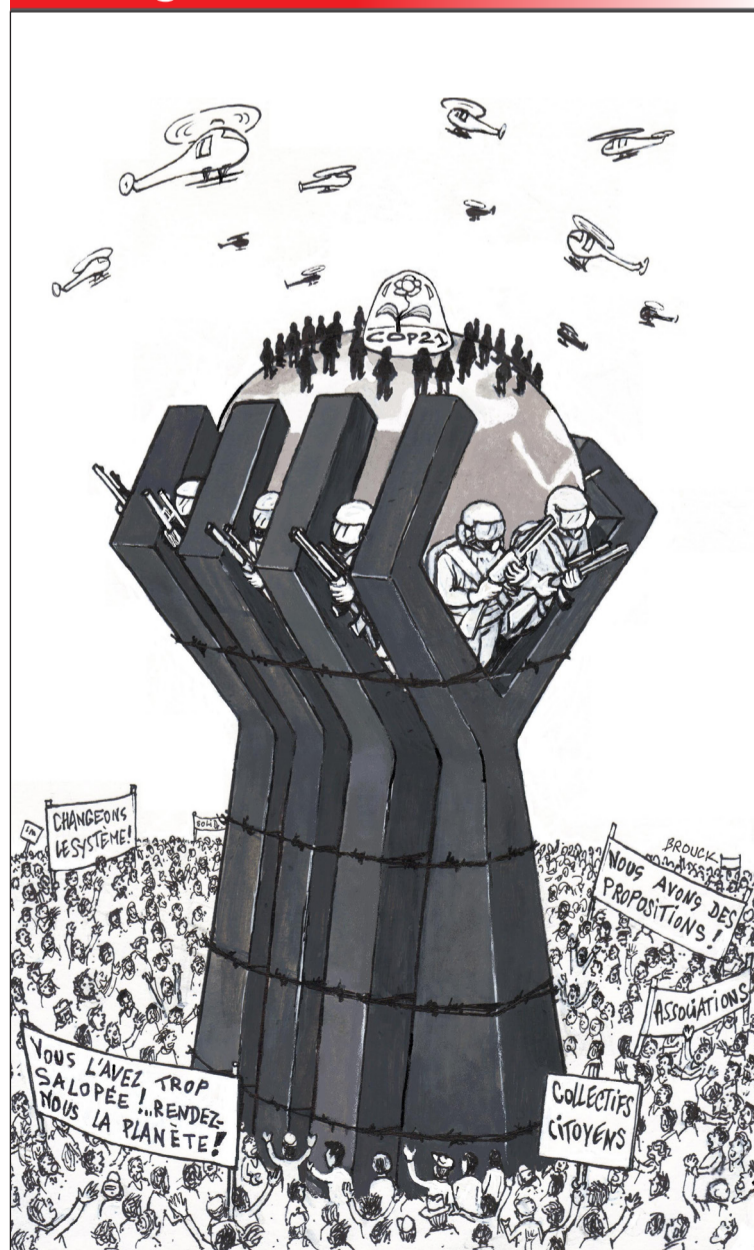
En plus, Cazeneuve connaît bien la rue du Corbillon. Il est déjà venu dans cette rue il y a deux ans quand il y avait eu des tirs de paint-ball sur l'école. Il y a alors déjà eu une

grosse descente de police, avec l'arrestation de quelques jeunes... Un gros spectacle sans suite.

Aujourd'hui, on est mondialement connus comme nid de terroristes. Lors de l'intervention de mercredi 18, ils ont installé un périmètre très large où il était interdit d'entrer. Quand quelqu'un s'en approchait, il était mis en joue et sommé de s'éloigner. Ils sont intervenus contre les terroristes... tout en se méfiant de la population. Aujourd'hui, j'ai peur de la police: tout le monde est présumé terroriste, y compris les enfants. Comment peut-on leur faire subir cela? Des gens qui ont fui la guerre, la misère, subissent ici la même chose. C'est la loi martiale: on peut nous tirer dessus comme des lapins, et venir chez nous à n'importe quelle heure... Ils avaient besoin du consentement et le peuple a donné quitus pour cela. Mais si les gens avaient vécu ce que nous avons vécu, je ne sais pas s'ils seraient d'accord pour donner quitus à ce gouvernement.

Propos recueillis par JMB

L'image de la semaine



Vu ailleurs

The New York Times DAESH NOIR, DAESH BLANC.

Le premier égorge, tue, lapide, coupe les mains, détruit le patrimoine de l'humanité, et déteste l'archéologie, la femme et l'étranger non musulman. Le second est mieux habillé et plus propre, mais il fait la même chose. L'État islamique et l'Arabie saoudite. Dans sa lutte contre le terrorisme, l'Occident mène la guerre contre l'un tout en serrant la main de l'autre. Mécanisme du déni, et de son prix. On veut sauver la fameuse alliance stratégique avec l'Arabie saoudite tout en oubliant que ce royaume repose sur une autre alliance, avec un clergé religieux qui produit, rend légitime, répand, prêche et défend le wahhabisme, islamisme ultra-puritain dont se nourrit Daesh.

Le wahhabisme, radicalisme messianique né au 18^e siècle, a l'idée de restaurer un califat fantasmé autour d'un désert, un livre sacré et deux lieux saints, la Mecque et Médine. C'est un puritanisme né dans le massacre et le sang, qui se traduit aujourd'hui par un lien surréaliste à la femme, une interdiction pour les non-musulmans d'entrer dans le territoire sacré, une loi religieuse rigoriste, et puis aussi un rapport maladif à l'image et à la représentation et donc l'art, ainsi que le corps, la nudité et la liberté. L'Arabie saoudite est un Daesh qui a réussi. (...)

Guérir le mal serait donc simple? À peine. Le Daesh blanc de l'Arabie Saoudite reste un allié de l'Occident dans le jeu des échiquiers au Moyen-Orient. On le préfère à l'Iran, ce Daesh gris. Ceci est un piège, et il aboutit par le déni à un équilibre illusoire: on dénonce le djihadisme comme le mal du siècle mais on ne s'attarde pas sur ce qui l'a créé et le soutient. Cela permet de sauver la face, mais pas les vies.

Daesh a une mère: l'invasion de l'Irak. Mais il a aussi un père: l'Arabie saoudite et son industrie idéologique. Si l'intervention occidentale a donné des raisons aux désespérés dans le monde arabe, le royaume saoudien leur a donné croyances et convictions. Si on ne comprend pas cela, on perd la guerre même si on gagne des batailles. On tuera des djihadistes mais ils renaîtront dans de prochaines générations, et nourris des mêmes livres.

Les attaques à Paris remettent sur le comptoir cette contradiction. Mais comme après le 11 septembre, nous risquons de l'effacer des analyses et des consciences.

«L'Arabie saoudite, un Daesh qui a réussi», Kamel Daoud, *The New York Times* du 20 novembre 2015.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et ét renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	6 mois <input type="checkbox"/> 28 € 1 an <input type="checkbox"/> 56 €	6 mois <input type="checkbox"/> 20 € 1 an <input type="checkbox"/> 40 €	
Mensuel	6 mois <input type="checkbox"/> 22 € 1 an <input type="checkbox"/> 44 €		
Hebdo + Mensuel	6 mois <input type="checkbox"/> 50 € 1 an <input type="checkbox"/> 100 €	6 mois <input type="checkbox"/> 38 € 1 an <input type="checkbox"/> 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	3 mois <input type="checkbox"/> 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org